



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du Mercredi 14 Décembre 2016

Le quatorze décembre deux mille seize à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le 6 décembre 2016, s'est réuni Salle du Conseil Municipal, Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Didier GUILLAUME, Maire.

Étaient présents

MM. GUILLAUME Didier, DIGUET Patrice, BRAHIMI Nadia, ID ELOUALI Ali, DESPRÈS Catherine, AOUMMIS Hassan, ARNAUD Anne Marie, LUC Nadine, JUHEL Françoise, ROCHE Gabriel, BENKAHLA Malika, ENNAOURA Hafid, TISLER Frédéric, HERVY Patrick, BOIVIN Bernard, CATOIRE Marion, ATHÉA Bernard, GUINNERY Annick, DUPUY Gilles, BLOUIN VALENTIN Anne, NEUVILLE Christophe, MORO Christiane, GRASSET-PRIAN Chantal, GILLERY Ludovic, MÉLY Laurent, LEONCE Vanessa, ALIROL Béatrice, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BERCIER Corinne, DRUART Frédéric, SALIM Malika, PERYAGH Yves, BARON Monique.

Étaient représentés :

Mme MASSÉ Elodie	mandat à Mme BRAHIMI Nadia
Mme LEROY Sylvie	mandat à M. TISLER Frédéric
Mme RIFFAUD Isabelle	mandat à M. BOIVIN Bernard (arrivée 4 ^{ème} dossier)
M. ZIEGELMEYER Laurent	mandat à Mme ARNAUD Anne Marie
Mme BELLIER Carole	mandat à Mme DESPRÈS Catherine
M. BRIENNON Jean Marc	mandat à Mme ALIROL Béatrice
Mme FRANCISOT Amandine	mandat à M. PANETTA Tonino
Mme OSTERMEYER Sushma	mandat à M. DRUART Frédéric
M. THIAM Moustapha	mandat à Mme SALIM Malika

Était absent :

Secrétaire de séance : Vanessa LEONCE

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 16 novembre 2016.....	4
INTERCOMMUNALITE	6
→ 1. EPT Grand Orly Seine Bièvre : approbation du rapport de la CLECT	6
→ 2. EPT Grand Orly Seine Bièvre : Fonds de compensation des charges territoriales provisoire	6
→ 3. EPT Grand Orly Seine Bièvre : Convention de reversement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères	6
FINANCES.....	10
→ 4. Débat d'Orientations Budgétaires pour l'année 2017	10
→ 5. Décision modificative n°1, exercice 2016 Budget principal	32
→ 6. Décision modificative n°1, exercice 2016 Budget annexe des parkings.....	32
→ 7. Subvention d'équilibre 2016 au Budget annexe des parkings.....	32
DÉVELOPPEMENT LOCAL – CITOYENNETÉ	35
→ 8. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, année 2015 et charte européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale	35
COMMERCE.....	39
→ 9. Approbation de l'avenant n°2 à la convention de partenariat relative au versement de la subvention annuelle de fonctionnement à l'Association de valorisation des entreprises et des commerces choisyens (AVECC).....	39
HABITAT	47
→ 10. Garantie d'emprunt accordée à Valophis habitat pour la réhabilitation de l'immeuble 14/16 Avenue Gambetta – 172 logements.....	47
TARIFICATION	47
→ 11. Tarification des activités sportives à compter du 1 ^{er} janvier 2017	47
→ 12. Tarification des activités de l'espace Langevin à compter du 1 ^{er} janvier 2017	48
→ 13. Tarification des activités du service municipal de la jeunesse à compter du 1 ^{er} janvier 2017	49
DEVELOPPEMENT DURABLE	49
→ 14. Agence de l'Énergie : Approbation de la convention de partenariat à passer avec le CAUE 94.....	49
TRAVAUX – urbanisme – cadre de vie.....	49

→ 15. Approbation des modalités de concertation concernant le projet d'aménagement du quartier de Lugo.....	49
→ 16. ZAC des Hautes bornes : approbation de l'avenant n°2 du contrat de concession entre la Ville de Choisy-le-Roi et SADEV 94, portant sur la participation de la Ville au coût des équipements publics	50
→ 17. ZAC des Hautes bornes : approbation de la modification du programme des équipements publics.....	50
→ 18. Approbation du compte-rendu d'activité de la ZAC des Hautes bornes pour l'année 2015	50
→ 19. Approbation du compte-rendu d'activité de la ZAC du port pour l'année 2015.....	50
RESSOURCES HUMAINES	50
→ 20. Modification du tableau des effectifs.....	50
→ 21. Présentation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.....	51
→ 22. Mise à disposition de personnel à l'Établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre.....	51
→ 23. Approbation de la convention à intervenir avec le Centre Interdépartemental de gestion de la Petite couronne relative aux missions d'inspection et de conseil en prévention des risques professionnels délivrée par le service Ergonomie et Ingénierie de la prévention des risques professionnels du CIG.....	54
ADMINISTRATION GENERALE.....	55
→ 24. Rapport annuel 2015 du Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de télécommunication (SIPPEREC).....	55
→ 25. Rapport annuel 2015 du Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile de France (SIGEIF)	55
→ 26. Rapport annuel 2015 du Syndicat de Chauffage urbain Choisy-Vitry (SICUCV)	56
→ 27. Compte-rendu des décisions L.2122.22 du Code général des collectivités locales.....	56

La séance est ouverte à 19h30 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Mes chers collègues, vous avez été convoqués dans les formes légales en vue de cette nouvelle séance du Conseil municipal.

→ Désignation du secrétaire de séance

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, il convient de désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Madame LEONCE Vanessa.

(Mme Vanessa LEONCE est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : La parole est à Monsieur le Directeur général des services pour procéder à l'appel nominal.

→ Appel

(M. Christophe RICHARD procède à l'appel.)

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 16 novembre 2016

M. le Maire : Merci, Monsieur le Directeur général. Vous avez reçu le procès-verbal de notre dernière séance, qui s'était tenue le 16 novembre. Y a-t-il des observations ?

Mme Baron : Cela ne concerne pas le PV mais j'avais demandé un détail pour les créances irrécouvrables et j'ai reçu quelque chose qui n'est pas du tout ce que j'avais demandé. Puis-je le dire maintenant ou à un autre moment ?

M. le Maire : Nous étions sur le PV de la séance précédente, Madame Baron. Vous n'avez pas de remarques sur ce PV ?

Mme Baron : Non, pas sur le PV.

M. le Maire : Dans un premier temps, s'il n'y a pas d'autres remarques, nous l'adoptons.

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 16 novembre est adopté à l'unanimité.

M. le Maire : S'agissant de la réponse à Madame Baron, Monsieur Tisler.

M. Tisler : Je vais être très clair et très net. Nous avons travaillé sur les créances irrécouvrables en commission des Finances qui, au premier chef, est chargée de travailler sur la préparation des Conseils Municipaux, d'éclairer ses membres plus en avant sur la technique financière et sur les choix qui sont proposés au scrutin du Conseil Municipal.

Elle a travaillé et la conclusion de ses membres, Majorité municipale et Opposition réunies, était de dire que les éléments qui ont été communiqués aux membres de la commission étaient suffisants et qu'un travail approfondi sur les créances irrécouvrables n'était plus utile. J'en appelle vraiment aux membres de la commission pour, le cas échéant, confirmer ce que je dis.

Il vous a été envoyé, Madame Baron, un détail au-delà duquel nous ne pouvons pas aller et au-delà duquel nous n'irons pas, c'est-à-dire que nous n'irons pas jusqu'à vous communiquer les noms des personnes qui font l'objet de créances irrécouvrables. Par

contre, dans l'état que vous avez reçu, le nombre de dossiers ainsi que les motifs, me semble-t-il, ont été détaillés, ce qui fait que je n'irai pas et que, pour ma part, je ne demanderai pas aux services de travailler au-delà de ce qui a été fourni. Nous ne faisons aucune rétention d'information sur les créances irrécouvrables et je rappelle que c'est également le travail du trésorier-payeur général que vous remettez en cause, Madame Baron. De ce point de vue, rien dans notre collaboration avec le trésorier-payeur général ne nous permet, nous, de le remettre en question sur la qualité de son travail et sur la qualité du travail de son service, que lui aussi fait avec les moyens qui lui restent. Merci de votre attention.

M. le Maire : Merci, Monsieur Tisler, pour ces explications.

Mme Baron : Excusez-moi, mais Monsieur Tisler a dit qu'il m'avait donné les motifs et il ne me les a pas donnés.

M. le Maire : Madame Baron, ce n'est pas dans l'ordre du jour du Conseil Municipal. Vous verrez en fin de séance, si vous le voulez, directement avec Monsieur Tisler.

Nous avons 27 délibérations à examiner ce soir. Nous allons donc démarrer cet ordre du jour. Néanmoins, au nom de l'exécutif, permettez-moi dans un premier temps une courte intervention liée aux événements internationaux.

Vous savez que la situation en Syrie et particulièrement à Alep est dramatique. Actuellement, beaucoup de zones de guerre et de très fortes tensions, partout dans le monde, sont très préoccupantes. Je ne vais pas, ici, pouvoir en faire une liste exhaustive, mais que ce soit la Syrie, l'Irak, la Libye, l'Égypte, le Nigéria, le Soudan, l'Érythrée, le Yémen mais aussi la Turquie et la Palestine, et bien d'autres lieux en Afrique, en Asie et sur d'autres continents, je veux devant vous, devant l'ensemble du Conseil Municipal et aussi les citoyens présents, réaffirmer ici solennellement que nulle part la guerre n'est une solution, et l'histoire l'a démontré.

Malgré cela, des conflits, toujours et encore des conflits. Nous le savons, seule la diplomatie peut ramener la paix. Nulle part dans le monde les intérêts particuliers ne peuvent prévaloir sur l'intérêt général. Partout, seules la démocratie, la justice et l'émancipation humaine seront des armes efficaces contre la barbarie et l'obscurantisme.

Merci de votre attention.

Je souhaitais, à la demande de certains présidents de groupe, faire cette courte intervention. Ayant une demande de vœu arrivée tardivement, puisque hors délai après la conférence des présidents, je n'ai pas accepté ce vœu mais Monsieur Id Elouali, en fin de Conseil Municipal, fera hors Conseil une déclaration sur la situation spécifique à Alep.

Je vous propose de démarrer notre Conseil Municipal sur trois délibérations qui concernent notamment l'intercommunalité, à la fois l'Établissement public Grand Orly Seine Bièvre, avec l'approbation du rapport de la Commission locale d'évaluation des charges territoriales (CLECT), avec le Fonds de compensation des charges territoriales ainsi que la Convention de reversement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, qui fait partie des discussions que nous avons actuellement au Grand Orly Seine Bièvre. Pour vous présenter ces trois délibérations, nous avons proposé que Monsieur Tisler ne parle qu'une seule fois mais bien évidemment nous voterons ces délibérations les unes après les autres

INTERCOMMUNALITE

→ **1. EPT Grand Orly Seine Bièvre : approbation du rapport de la CLECT**

→ **2. EPT Grand Orly Seine Bièvre : Fonds de compensation des charges territoriales provisoire**

→ **3. EPT Grand Orly Seine Bièvre : Convention de reversement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères**

M. Tisler : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vous préciserai tout d'abord qu'au vu des calendriers chargés de cette fin d'année la commission des Finances ne s'est tenue ni pour l'examen des points liés à l'intercommunalité ni sur la décision modificative qui se révélera, vous le verrez plus loin, très succincte cette année.

Néanmoins chacun des membres de la commission a reçu assez tôt les projets de délibérations par email, avec la possibilité de poser toute question qui pourrait lui sembler utile. Je n'ai reçu aucune demande d'information de leur part sur le contenu des notes.

Je vous propose donc de présenter synthétiquement les trois notes proposées aujourd'hui.

La première délibération amène à approuver le rapport 2016 de la CLECT. Nous approuvons donc ici, comme pour chacun des conseils municipaux des villes du territoire, un document qui résume les différents votes émis dans le cadre des réunions de la CLECT durant cette année 2016. Ce document, c'est le rapport de la CLECT, Commission locale d'évaluation des charges territoriales.

La priorité clairement exprimée du travail mené par la CLECT en 2016 était de statuer sur les compétences exercées par l'EPT à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces compétences, je les rappelle : collecte et traitement des ordures ménagères, eaux pluviales et assainissement, politique de la ville et PLUi.

En effet, le Territoire n'ayant pas été en mesure d'assumer la gestion de ces compétences à cette date du 1^{er} janvier 2016, je vous rappelle donc que pour cette année les conventions de gestion ont été signées entre l'EPT et les municipalités pour que celles-ci continuent à gérer ces compétences en attendant que l'EPT puisse le faire. Vous le verrez très nettement, par exemple, pour le traitement des déchets dans la troisième note.

La capacité de notre Territoire à prendre effectivement en charge ces compétences rappelées plus haut et dans le rapport découle aussi du travail de la CLECT. L'année 2016 a donc été une année complète d'élaboration des modalités financières qui le permettront, une année d'évaluation des conséquences sur les flux financiers ascendants et descendants entre l'EPT et les municipalités. Cette année 2016 se termine par les prises de décisions indispensables et nous y sommes ce soir pour ce qui concerne Choisy-le-Roi.

Le rapport explique et énumère les 11 points sur lesquels la CLECT s'est ainsi prononcée. Je pense qu'il serait très fastidieux et surtout très long de les expliquer techniquement un par un. La note explicative synthétise autrement ces 11 points, vous l'avez vu. Elle ne les reprend pas mais elle explique pour chacune des compétences de l'EPT comment s'applique la logique de travail et de cadrage définie par ces 11 points.

Il faut bien comprendre que les décisions de la CLECT partaient d'une hétérogénéité des communes du fait de leur situation antérieure à la création du Territoire 12. Entre les villes qui n'avaient pas du tout été en intercommunalité, les villes qui appartenaient à une

intercommunalité et qui avait ou non déjà transféré tout ou partie des compétences, l'ajustement équitable n'est pas un exercice facile.

Les deux délibérations qui suivent l'adoption du rapport de la CLECT découlent également du contenu de ce rapport et portent sur deux points très précis, le FCCT et le reversement du produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance spéciale au Territoire.

La deuxième délibération concerne le FCCT 2016 et met en avant la notion de FCCT avec charges territoriales provisoires pour 2016.

Les points 1 et 2 du rapport de la CLECT concernent le FCCT 2016 des communes, c'est-à-dire les sommes que les communes versent au Territoire pour permettre à celui-ci de faire face aux dépenses liées aux compétences dont il prend la gestion – le FCCT, je le rappelle, est le Fonds de compensation des charges transférées.

Il s'agit de dire que pour 2016 ces sommes font l'objet d'un premier calcul arrêté au 31 décembre 2016 mais que ce calcul sera actualisé et définitivement arrêté durant les premiers mois de 2017. En effet ce calcul définitif devra notamment intégrer le réalisé du 4^{ème} trimestre 2016, ce qu'il est effectivement impossible de faire avant le 31 décembre 2016. Or les votes doivent avoir lieu avant le 31 décembre.

La base fondamentale de calcul reste le solde net financier de ce qu'aura représenté la gestion de chaque compétence par chaque commune durant 2016. La note explicative vous donne donc les montants provisoires qui concernent Choisy-le-Roi et qui servent de base aux mensualités prévisionnelles versées à l'EPT durant 2017. Je répète que l'ajustement définitif se fera en 2017 mais que pour clore l'exercice 2016 il était nécessaire d'en passer par un calcul provisoire.

La troisième et dernière délibération concerne le reversement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance spéciale liée à compter de 2017.

En annexe à la notice vous avez le texte de la convention passée entre le Territoire et la Ville. La délibération de ce soir vise à autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

La convention fixe les modalités de versement par la Ville vers le Territoire des produits de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance spéciale, taxes et redevances que la Ville continue par ailleurs à percevoir. La question est de bien comprendre pourquoi nous devons reverser ces produits fiscaux au Territoire Grand Orly Seine Bièvre.

Au 31 décembre 2015, Choisy-le-Roi faisait partie de la CASA mais nous ne lui avons pas transféré la compétence de l'enlèvement des ordures ménagères, ce qui fait que nous allons continuer à percevoir la taxe et la redevance et que nous allons continuer à en voter les taux, les tarifs et les exonérations, cela pour une période qui ne pourra excéder cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2016, date effective de mise en place du Territoire.

Or le Territoire exerce la compétence en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés et ce, de plein droit depuis le 1^{er} janvier 2016. Le reversement des produits de la taxe et de la redevance encore perçue par Choisy-le-Roi permet donc au Territoire de financer cette compétence.

Le Territoire n'a pour l'instant pas délibéré pour instaurer une taxe d'enlèvement des ordures ménagères et une redevance spéciale à son échelle. Tant qu'il ne l'aura pas fait, la convention sur laquelle nous délibérons ce soir sera en vigueur si nous la ratifions. Dès que le Territoire aura délibéré pour instaurer et fixer sa taxe d'enlèvement des ordures

ménagères, la commune cessera de fixer les taux, cessera de percevoir la taxe et la redevance puisque c'est le Territoire qui le fera. La convention s'arrêtera alors. Cela est expliqué dans le préambule de la convention.

Les modalités de calcul des montants à verser et de leur reversement aux Territoires sont détaillées techniquement, ainsi que les inscriptions budgétaires qui s'y rapportent, par les quatre premiers articles de la convention. Le 5^{ème} article mentionne que comme cette convention prend effet le 1^{er} janvier 2017, soit un an après la création du Territoire, le délai légal étant de cinq ans, il reste donc quatre ans au Territoire pour mettre en place à son propre niveau la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la redevance spéciale, qui entraîneront la fin de l'application de cette convention.

J'espère avoir été clair et synthétique mais je ne nie pas le côté très technique de ces trois notes et reste à votre disposition pour d'autres éclaircissements si besoin est dans la limite de mes facultés intellectuelles. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Tisler, non pas pour la dernière phrase mais pour l'ensemble de la présentation de ces trois rapports. Y a-t-il des demandes d'intervention sur le premier, le rapport de la CLECT ?

M. Panetta : Comme ce sont des termes toujours assez rébarbatifs et que nous avons quand même des Choisyennes et des Choisyens dans la salle, puisque nous allons voter ce rapport je voudrais que les choses soient bien claires.

Nous sommes sur un territoire de 24 communes et un tel territoire n'est pas la même chose à gérer qu'une commune. Comme l'a dit Monsieur Tisler, c'est fort difficile, surtout pour l'année 2016 où le Territoire n'a pas encore de budget propre. Par conséquent, la CLECT est simplement un calcul qui est fait pour savoir ce que touche la commune, ce qu'elle reverse, etc. C'est provisoire, en attendant que le financement du Territoire se mette en place. Ce que je voudrais rappeler pour l'instant à nos concitoyens c'est qu'il s'agit des compétences obligatoires que Monsieur Tisler a mentionnées.

Il est important de préciser que dans l'avenir, d'autres compétences vont être choisies et ce sont les 24 communes qui devront transférer ou non des compétences qui ne sont pas obligatoires. Ce sera encore beaucoup plus ardu et lorsque l'on vote ensemble un budget, il n'est pas impossible par exemple qu'un budget de Territoire soit voté par la Majorité et son Opposition. Cela va, en plus, prendre le pas sur le budget de notre commune. La discussion actuelle sur notre Territoire est de savoir si l'Opposition dont je fais partie sur le Territoire pourra avoir un représentant qui sera pleinement associé à l'élaboration de ce projet. Notre groupe représentant quand même dix maires, ce n'est pas rien. Les maires ont les moyens de bloquer certaines décisions. Je pense qu'il faudra aller vers cette solution et il y aura peut-être une incompréhension pour ceux qui suivent cela d'une manière politique alors qu'il s'agit de choix éminemment importants pour qu'un Territoire puisse fonctionner. La Métropole de Lyon, par exemple, fonctionne ainsi. L'Opposition et la Majorité travaillent non pas main dans la main, parce qu'il y a des désaccords, mais leurs discussions se traduisent bien souvent par des votes unanimes.

Je crois que pour que notre Territoire, qui est le 2^e ou le 3^e de France avec 662 000 habitants, fonctionne, il faudra aller dans ce sens. Sinon ce sera mission impossible vu les difficultés qui nous attendent. Cela pour expliquer pourquoi nous allons voter favorablement sur les décisions de la CLECT – d'ailleurs, au Territoire, mon groupe les a votées aussi – d'autant plus que Choisy-le-Roi s'en tire plutôt bien.

M. le Maire : Puisque vous invitez à faire de la pédagogie, il faut dire que dans le Territoire Grand Orly Seine Bièvre, l'un des actes fondateurs de ce nouveau et grand territoire a été de mettre en place une charte de gouvernance, qui a été réfléchie, partagée et travaillée et où le fait communal est prépondérant aux décisions territoriales. La conférence des maires est une instance essentielle qui a force d'analyse, de réflexion, de propositions et de décision, en plus du Bureau du Territoire, où siègent, comme vous l'avez mentionné, des Vices présidents de tous horizons politiques. C'est une nouvelle manière de fonctionner. Ce n'est pas le fait majoritaire qui l'emporte, ce qui permet de travailler, en effet, en commission. Cela permet de travailler efficacement – mais ce serait à l'un des vices présidents du Territoire de le dire, moi je ne suis qu'un simple conseiller territorial, à ce niveau.

...Avec quand même un point d'attention, Monsieur Panetta. Je vous rappelle qu'après le travail préparatoire que nous avons fait dans différentes commissions, le dernier Conseil Territorial a vu un vote assez étonnant de la part de l'Opposition territoriale, puisque celle-ci a bloqué les décisions que nous avons prises à l'unanimité des Maires dans les différentes commissions. La question de la gouvernance est donc essentielle mais j'ai bien l'impression que le fait politique demeure aussi.

Cela étant, nous sommes aujourd'hui un territoire à 24 communes, un grand territoire comme vous l'avez mentionné, le deuxième territoire en Île-de-France avec Paris capitale. Je l'évoquerai tout à l'heure rapidement dans le débat d'orientation budgétaire, nous ne savons pas si ce territoire restera territoire tel qu'il est aujourd'hui au regard de ce que l'on peut entendre des propositions des uns et des autres candidats potentiels aux élections présidentielles. Il peut y avoir une refonte de la loi NOTRe ce qui fait que nous sommes en effet dans une situation un peu particulière et délicate actuellement. Il est important aussi de faire part de ces précisions. Nous sommes aujourd'hui à 24 communes dans un gros territoire et nous ne savons pas si demain nous n'allons pas être de nouveau redécoupés ou si la Métropole sera ce qu'elle est aujourd'hui où l'ensemble de la région Île-de-France. Monsieur Tisler

M. Tisler : En complément de votre intervention, Monsieur Panetta – vous avez mentionné en effet une chose importante concernant les autres compétences – je voudrais vous dire que pour ses compétences là, même si nous ne les cernons pas encore et que les décisions politiques n'ont pas été prises quant à ses compétences, la CLECT a quand même cette année largement préparé le travail en préconisant un certain nombre de modalités de chiffrage. Je pense par exemple à l'évaluation du coût des personnels. Comment évaluons-nous, avec des communes qui ont des réalités différentes, des modes de gestion différents, le personnel que nous transférons au niveau intercommunal ? Ce travail est déjà fait. Il en va de même pour les frais de fonctionnement des services, pour les véhicules, etc. Le travail de cette année est donc fondamental dans le sens où il prépare la suite de ce transfert qui a des côtés politiques, et vous le soulignez, c'est évident, mais qui a des côtés techniques et qui impacte, comme vous le dites justement, les budgets des communes. C'est vrai que nous avons la chance – comme nous l'avions à la CASA, et en mon temps j'ai été aussi un peu responsable de cela – que les modalités actuelles, telles qu'elles sont définies par la CLECT et reprises par le Territoire, sont en effet globalement assez favorables à Choisy-le-Roi.

M. le Maire : S'il n'y a pas d'autres demandes, je propose de soumettre au vote cette première délibération, qui concerne donc l'approbation du rapport de la CLECT.

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Merci, je sou mets au vote la 2^e délibération présentée par Monsieur Tisler sur le fonds de compensation des charges territoriales provisoires.

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Merci, je sou mets enfin au vote la 3^e délibération concernant le Grand Orly Seine Bièvre sur la convention de reversement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.

FINANCES

→ 4. Débat d'Orientations Budgétaires pour l'année 2017

M. le Maire : Nous passons à l'un des temps forts de notre Conseil Municipal de ce soir, le débat d'orientation budgétaire. Conformément à la décision prise en conférence des présidents et au regard du règlement intérieur du Conseil Municipal, nous avons convenu d'être sur une répartition de prise de temps de parole autour de 12 minutes. Si certains souhaitent faire plus court, je n'y verrai pas d'inconvénient. À 11 minutes, je me permettrai de vous demander de conclure, ce qui vous laissera une minute de battement.

Mesdames, Messieurs, chers collègues, vous le savez, je présenterai au vote le budget primitif pour l'année 2017 lors de notre séance du 11 janvier prochain, prenant ainsi en compte le calendrier électoral. Dans cette perspective, le débat sur les orientations budgétaires permet à notre assemblée d'examiner dans les grandes lignes les orientations pour l'activité de notre collectivité pour l'année 2017 mais aussi sur la stratégie financière nécessaire à long terme pour leur mise en œuvre.

Ce débat prend cette année encore un caractère singulier – même si nous pouvons le dire chaque année – car nous sommes dans un contexte spécifique et inédit. En effet, comme je le mentionnais tout à l'heure, nous sommes dans un moment de modification du paysage institutionnel. Chacun se demande d'ailleurs si l'application de la loi NOTRe sera encore d'actualité dans quelques mois.

Nous nous situons aussi peu de temps après l'annonce du report de la réforme de la dotation globale de fonctionnement, la fameuse DGF, devant le 99^e Congrès des maires où, une nouvelle fois, des voix se sont fait entendre : « l'État doit assumer lui-même les allègements de fiscalité locale qu'il a décidés ». Cela était écrit dans un communiqué de l'Association des maires de France, qui réclamait plus de stabilité fiscale.

Enfin nous sommes, comme tout le pays, confrontés à une situation de crise sociale et politique mais je ne développerai pas ce point.

C'est bien dans ce contexte que par nos orientations nous allons réaffirmer l'importance des services rendus, des actions et initiatives, confirmant le rôle important de la municipalité comme acteur majeur de la vie quotidienne de nos concitoyens autant que comme un protagoniste essentiel aux côtés des autres collectivités.

Autour de cette table, que l'on soit de la Majorité ou de l'Opposition – je le réaffirme aujourd'hui comme je l'avais déjà fait à l'occasion de notre débat en 2015 – nous nous attachons à redonner du sens à l'action publique quand, à toutes les échelles, celle-ci est de plus en plus confinée à colmater les dégâts de logiques quelquefois un peu mercantiles.

Face aux difficultés, à la compétition, parfois aux sacrifices, et au risque de substitution, nous opposons pour notre part, dans cette commune, une autre vision. Elle est peut-être à

contre-courant de certains discours dominants entendus notamment récemment dans les médias.

Cette vision est celle de l'intervention publique, qui porte vers l'émancipation humaine, vers des coopérations et vers la relance économique par le progrès social.

Nous disposons pour ce faire d'un atout immense avec notre service public, qui est en lien permanent avec les attentes et les besoins de la population.

Solidarité, égalité, émancipation, implication démocratique, transformation sociale, transition urbaine, autant de fils conducteurs qui déterminent nos axes de gestion et qui construisent un lien solide entre les services publics et la population, et aussi avec l'ensemble de nos partenaires institutionnels et associatifs. Par conséquent, oui, la commune est un espace républicain, un espace essentiel de proximité et de démocratie.

Pour les Choisyens, le budget 2017 de notre commune aura de l'ambition, fondée sur la poursuite de notre démarche d'implication face aux défis, mais aussi d'utilité de la dépense publique pour construire une croissance durable soucieuse des hommes et de leur environnement.

Bien entendu, nous ne devons pas être « hors sol » et, de ce point de vue, l'élaboration de notre budget 2017 doit intégrer, en plus des éléments de contexte, deux caractéristiques essentielles de la période. La première est la poursuite d'une certaine dégradation de la situation économique dans le pays et ses conséquences concrètes dans la vie des citoyens, dans leurs conditions d'existence et dans leur avenir.

À Choisy-le-Roi, Pôle Emploi nous annonce le chiffre de 4 388 demandeurs d'emploi au premier semestre 2016 et, parmi eux, un peu plus de 500 jeunes de moins de 16 ans. Ces chiffres nous mettent en face de la réalité et nous invitent à poursuivre notre travail partenarial indispensable avec les acteurs économiques de notre territoire.

La dégradation des conditions d'existence a de fortes conséquences, nous le savons bien, sur les capacités individuelles et collectives à se projeter dans l'avenir, sur les rapports sociaux, aussi, qui se délitent, sur des risques de repli sur soi et sur la montée des tensions entre les victimes mêmes de la crise.

La deuxième caractéristique est la poursuite des ponctions opérées sur les collectivités locales mais aussi sur des organismes – je pense notamment à l'Agence de l'eau Seine Normandie dont j'ai appris il y a deux jours une perte de 58 millions d'euros dans le projet de loi de finances – et plus généralement aussi sur l'ensemble des dépenses publiques pourtant indispensables pour protéger nos concitoyens des conséquences de la crise économique, pour travailler à des perspectives de progrès social et pour agir afin de créer enfin les conditions d'une relance pour une croissance durable.

Cet horizon, largement contraint, bien sombre pour l'équilibre notre budget, pèse évidemment sur les choix à opérer pour l'élaborer. Si je vous dis cela c'est parce que je voudrais que chacun prenne la juste mesure du contexte financier dans lequel nous sommes et de son évolution depuis plusieurs années.

Malgré ces contraintes, nous avons réussi à faire face en améliorant la situation budgétaire mais nous arrivons au terme de cet exercice de réajustement. Je souhaite donc que notre projet d'activités, de réalisations, d'actions et d'investissements, transcrit pour notre budget 2017 et sur les projections d'investissement à trois ans, soit significatif du bon niveau du service à rendre à la population. Cela vaut évidemment pour ceux qui sont les plus fragilisés et pour qui notre volonté politique doit être de les maintenir dans leur droit de vivre digne,

mais aussi pour tous les Choisyens quelle que soit leur situation afin qu'ils puissent bénéficier des services auxquels ils contribuent par l'impôt.

Notre ville durable, pour demain, le sera si nous investissons les champs du développement économique, social et environnemental. Pour nous, il s'agit donc de continuer à développer des actions concourant à défendre et à promouvoir les valeurs essentielles pour la cohésion sociale, au premier rang desquelles celles de la solidarité, de l'égalité et de la tranquillité.

L'équation à résoudre reste tendue mais je ne cèderai ni à l'immobilisme, ni au renoncement. Le choix est de résister aujourd'hui comme demain et de préserver un investissement utile à la population, au développement de Choisy-le-Roi comme du Territoire, et à l'emploi.

Je propose donc d'amplifier nos efforts pour l'élaboration du budget 2017 et de continuer à faire de chaque euro dépensé un acte utile pour la satisfaction des besoins humains et notamment sur l'espace public comme pour les équipements.

Dans ce contexte, nous proposons de travailler à l'élaboration d'un budget autour des axes suivants : l'optimisation de la mobilisation des recettes et cela quels que soient les leviers actionnés, un saine recours à l'emploi, une gestion responsable de notre dette avec l'intention, évidemment, de préserver notre capacité pour l'avenir, et le maintien d'un bon niveau d'investissement et de la préservation de notre autofinancement.

Par ces choix, il s'agira donc de garantir le maintien d'un niveau d'investissement pour mettre en œuvre les projets utiles au développement et à la modernisation de notre ville et de ses équipements, et notre planification pluriannuelle des investissements permettra de réaliser l'ensemble de nos ambitions dans un rythme raisonné mais aussi ajustable.

L'échelle communale, je l'ai déjà dit, est essentielle pour la vie quotidienne. Elle est également un levier pour favoriser l'émergence et la réalisation de projets au plus près des citoyens et des besoins qu'ils expriment.

Les trois orientations que je sou mets au débat dans notre assemblée pour l'année 2017 visent, évidemment, à conforter ces dimensions essentielles de l'activité de notre collectivité.

Trois orientations fortes : la qualité du service aux citoyens, notre démarche de partenariat et l'implication citoyenne.

S'agissant de la qualité du service aux citoyens, le service public se situe au cœur de la mise en œuvre de nos choix politiques en faveur de l'égalité, de la solidarité et du progrès humain. On ne peut concevoir de politiques publiques sans les adosser à un service public qui soit en permanence en réflexion, en permanence évalué sur les besoins humains, qu'on axe fortement sur la formation, la qualification de ses agents, de son organisation et son évolution, et cela en fonction des besoins. De ce point de vue, le statut de la Fonction publique territoriale constitue un solide point d'appui sur lequel il nous faut sans cesse veiller. Notre service public, je considère qu'il n'est pas une charge mais un atout.

Il nous faut donc agir activement pour une constante amélioration des services afin qu'ils puissent encore mieux agir et contribuer à une meilleure vie des Choisyens par un service de proximité.

Cela passe par plus d'efficacité, de réactivité et aussi de visibilité. Il existe de notre ville des attentes légitimes et nous devons être en capacité de donner des réponses, et des réponses de qualité. Je pense bien évidemment au travail sur l'accueil à l'Hôtel de Ville mais aussi à toutes les réponses à apporter dans l'espace public. Nous allons poursuivre ce travail dans

notre ville en mutation pour un cadre de vie de qualité et de tranquillité en soutenant un aménagement équilibré à partir des dynamiques de projet.

Nous poursuivrons nos efforts en matière d'aménagement en étant force de proposition. Vous l'avez vu récemment pour l'opération d'intérêt national Orly-Rungis Seine-Amont dans le quartier du Lugo et pour les opérations de renouvellement urbain. Les récentes réunions publiques attestent de cette démarche pour faire émerger des projets urbains indispensables, notamment en centre-ville, mais aussi pour la requalification des quartiers d'habitat social où des interventions urbaines majeures doivent se poursuivre.

Il nous faut aussi promouvoir un cadre de vie de qualité, dans une démarche de tranquillité. Il s'agit pour nous de poursuivre notre travail sur l'agenda 21, de prioriser les actions favorisant la transition énergétique, le développement des démarches d'économie spécifique – je parle évidemment d'économie circulaire, d'économie sociale et collaborative. Nous devons aussi nous attaquer au gaspillage dont est pour l'essentiel responsable la logique de rentabilité bien souvent immédiate et de marchandisation.

Plus globalement, ce sont l'ensemble de nos initiatives en matière de développement des éco-activités, de lutte contre la précarité énergétique, de performance énergétique du bâti, d'augmentation de l'offre de circulations douces, évidemment en partenariat avec la Région et le Département.

Les récents pics de pollution nous invitent d'ailleurs certainement à engager avec Airparif un travail d'étude sur la qualité de l'air, à mettre en perspective avec l'arrivée du TZen 5 et du tramway 9, et de la nécessaire évolution des pratiques de déplacement.

Nous devons être attentifs aux incivilités, au sentiment d'insécurité. Je souhaite que notre Majorité prenne ces questions en priorité et nous nous donnerons les moyens d'être à la fois dans une démarche de prévention, de médiation, de dissuasion et de contrainte pour les usagers.

Deuxième axe, le partenariat. Il s'agit, pour notre commune d'intensifier nos relations, bien évidemment avec les services de l'État, sur le plan national, comme localement avec les services préfectoraux. 2017 sera d'ailleurs une année importante de mobilisation pour obtenir des financements dans le cadre du contrat de plan État-Région mais aussi avec la Métropole du Grand Paris, et consolider des engagements du Gouvernement pour un soutien à l'action foncière, à l'amélioration de l'offre de logements et au développement économique dans le cadre notamment d'un rééquilibrage Est-Ouest habitat-emploi en Île-de-France.

Sur Choisy-le-Roi, comme sur l'ensemble des communes du Val-de-Marne, le Conseil Départemental est un acteur déterminant. Il est inutile de rappeler son indispensable contribution. Il reste un partenaire central et incontournable sur bien des secteurs d'activités – aménagement, voirie, assainissement, action sociale, éducation, petite enfance, culture, soutien à la vie associative.

Le Territoire, également, Grand-Orly Seine Bièvre comme la Métropole du Grand Paris, doivent être des leviers activés pour le développement de notre commune et même si, aujourd'hui, ces deux instances sont en phase de tâtonnement et d'installation, des opérations sur Choisy-le-Roi sont soutenues et en voie de financement. Je pense notamment à la passerelle qui sera adossée au pont de Choisy et actuellement financée par deux fois 500 000 euros votées récemment à la Métropole du Grand Paris et je pense aussi à l'étude sur le centre-ville.

Nous poursuivrons nos démarches de mutualisation avec les syndicats intercommunaux ou interdépartementaux car c'est un vecteur de réussite et de garantie de gestion du service rendu à l'usager. Je pense au SEDIF, au SIPPAREC, au SIAAP, au SICIO et demain, aussi, à Vélib' Métropole, dans notre plan d'action du schéma de mobilité avec l'installation de stations mais aussi, je pense, à l'intégration à un syndicat de restauration.

De même, n'oublions pas aussi, en termes de partenariat, nos relations avec tout le tissu économique et le monde associatif, dont le travail avec le CLVA, qui sont structurées et qui doivent se développer encore dans les deux secteurs.

Le troisième point, sur l'implication citoyenne : notre volonté politique est celle d'une Ville qui s'engage pour et avec les habitants. Nous pouvons donner de nombreux exemples, moments collectifs, qu'ils soient informatifs, participatifs, collaboratifs et cela, au-delà des conseils de quartier. Je pense évidemment au projet sur la Cité des Troènes, sur le nouveau plan de renouvellement urbain aux Navigateurs, sur le projet du Parc Maurice Thorez, sur l'évolution du quartier Lugo, etc. La participation citoyenne, c'est un investissement, c'est vrai. C'est un investissement dans le temps, pour la démocratie de proximité. Je souhaite que notre Ville s'inscrive fortement dans cette culture de la participation qui doit irriguer notre façon de penser, notre façon d'agir et d'intervenir.

Nous devons créer encore plus d'espaces, de circonstances de rencontres, d'échanges, de partages et de mises en œuvre de projets collectifs. Notre pari est de construire, avec les habitants qui le souhaitent, une politique implicative et appropriative.

Ces trois perspectives d'orientation, ne sont évidemment que des guides au service d'une ville durable et la mise en œuvre de ces orientations politiques va exiger beaucoup de créativité, certainement un peu de pugnacité et la mobilisation de notre service public et de nos partenaires, conjuguée aux énergies des usagers. Elle peut toutefois s'appuyer sur des avancées que nous avons construites au fil des ans, malgré les dégradations que j'ai évoquées précédemment.

À l'heure où beaucoup de nos concitoyens doutent peut-être de la capacité, voire de la volonté de leurs élus d'agir utilement pour répondre à leurs attentes, les choix portés à travers ces orientations budgétaires doivent également constituer une perspective pour les Choisyens, en leur redonnant espoir dans l'action publique et en réfutant ainsi les thèses dangereuses de l'impuissance, du désengagement public et du renoncement.

En tout cas je souhaite pour ma part qu'elles soient débattues dans un esprit de responsabilité et d'ambition et, bien évidemment, dans l'intérêt de notre ville et de l'ensemble des Choisyens.

Je vous remercie, le débat est donc ouvert au premier qui souhaite prendre la parole. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous allons gagner du temps dans le petit combat psychologique, parce que nous ne sommes pas au poker pour savoir qui prendra la parole le dernier. Je commence à trouver cela ridicule. Ce qui compte est ce que l'on a à dire et non quand on le dit.

Pour apporter notre contribution à ce Débat d'orientation budgétaire, il est bon de rappeler dans quel contexte il se situe au niveau national et au niveau international.

Au niveau national, la France continue à emprunter pour son fonctionnement. C'est quand même assez dramatique. Je crois que nos concitoyens n'ont pas assez à l'esprit ce que cela représente. On emprunte par exemple pour payer les fonctionnaires. Pourquoi dis-je cela ?

Parce que dans le document de présentation de ce débat, de nombreuses pages font allusion à la baisse des dotations globales aux collectivités.

Ce document qui est par ailleurs très bien fait, mieux encore que l'année dernière, avec des indications beaucoup plus précises, notamment sur notre endettement, se heurte malheureusement au vide de vos projets. Au niveau des investissements à venir, il n'y a pas grand-chose. Il est vrai que des lois encore en discussion au Parlement vont impacter notre budget 2017 qui va s'en ressentir et nous y verrons certainement beaucoup plus clair lors de l'examen du budget supplémentaire.

Pour revenir à ce que j'expliquais au départ, le contexte national appelle un effort de tous et de toutes. On peut écouter tous les bonimenteurs du monde, et nous sommes en plein dedans, les élections présidentielles arrivent et cela va aussi impacter notre budget – je dirais quelque chose à ce sujet. Certains ne font pas tout à fait ce qu'ils avaient dit qu'ils feraient alors que la campagne n'est pas encore commencée, mais je pense très sincèrement que la baisse des dotations était indispensable. Quoi que vous disiez, quoi que vous pensiez, même si c'est pour défendre vos amis du Département, par exemple, il y a eu de la gabegie dans les collectivités. Lorsque vous dites que ce sont les collectivités qui doivent relancer et qui contribuent à l'effort de construction, c'est vrai mais ce n'est pas pour autant que l'on doit accepter n'importe quoi. Je renvoie chaque concitoyen, chaque Choisyen et Choisyenne, au rapport de la Cour des comptes sur le Département. Il y a de quoi être stupéfait, scandalisé sur certains emplois – d'ailleurs cela n'a pas été contesté, cela a essayé d'être transféré. Je veux rappeler ici que lorsque l'on regarde sa feuille d'impôt, on constate que le Département nous a imposé une hausse de 3,80 %. Notre département est parmi les trois plus endettés de France. Il a triplé sa dette en dix ans. Vous l'administrez, avec vos amis. Par conséquent, lorsque l'on dit que les collectivités ne doivent pas faire un effort je pense que c'est difficile à entendre.

Deuxième point. Au début de ce Conseil, vous avez fait état du contexte international. Les trois quarts de la planète sont en guerre, c'est dramatique d'un point de vue humain, bien sûr, mais il y a aussi l'impact économique. Nous sommes tous suspendus à la hausse des taux d'intérêt, à la hausse du prix des matières premières, notamment du pétrole. Si cela se produisait dans les proportions annoncées, tous les budgets de France, de Navarre et d'Europe vont être très difficiles à tenir. Cela aussi aura un impact. Il faut donc avoir quand même à l'esprit – je ne fais pas partie de ces gens, je l'ai déjà dit ici, qui critiquent un Gouvernement parce qu'il n'est pas de leur couleur alors qu'il va dans le bon sens – que, quel que soit le Gouvernement élu en 2017, nous devons nous apprêter à faire de gros efforts.

Je suis d'accord avec vous, Monsieur le Maire, il faut continuer à rendre des services. Pour revenir à Choisy-le-Roi, de quels services parle-t-on ?

Veut-on parler de l'état de nos trottoirs pendant l'hiver, où la moitié de Choisy-le-Roi, à chaque pas, a failli tomber par terre ? Veut-on parler du fait que l'on se rend au Conseil Municipal, comme ce soir, dans le noir ? Veut-on parler de la formation que nous pouvons proposer aux jeunes ? Veut-on parler des actions de la municipalité sur la sécurité ?

Pourtant c'est facilement identifiable. Il y a une bande qui depuis des mois parade sur nos routes en faisant des roues arrière, empêchant les voitures de passer, qui a aussi failli, à plusieurs reprises, écraser des jeunes enfants puisque lorsqu'ils ont la roue en l'air et le nez dans leur guidon ils ne voient pas les passages cloutés où des enfants traversent. Nous avons le même phénomène sur la dalle. Quand allons-nous, tous ensemble, nous en occuper ? Est-ce qu'une bande de gamins va faire régner sa loi à Choisy-le-Roi ? Je ne vois

rien qui soit proposé pour l'instant. Vous avez parlé de sécurité tout à l'heure, oui, nous allons dire que ce n'est pas bien, etc.

À quand la police municipale ? Nous la proposons depuis de nombreuses années, elle est indispensable et il faudra la faire. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit armée mais elle peut être préventive et c'est indispensable. Il faut aussi, je le propose puisque nous sommes dans les orientations budgétaires, un déploiement de caméras vidéo. Malgré le triste épisode que nous avons tous vu à la télévision, là encore d'une bande de malfrats qui a quand même attaqué notre police municipale, qui a carrément voulu assassiner parce qu'une caméra les dérangeait, ce n'est pas cela qui doit nous faire reculer puisque les caméras ont démontré leur efficacité. Or, nous n'en sommes pas pourvus à Choisy-le-Roi à part, comme vous l'avez dit, dans les parkings où je ne sais où, où en fait, elles ne sont pas le plus utile puisque que ce n'est pas là où il y a le plus d'incivilités, et tous les parkings n'en sont pas dotés.

Pour en revenir aux orientations budgétaires, notre groupe propose trois axes importants. Le premier est d'augmenter nos investissements, et des investissements qui vont vers la formation et la possibilité d'emploi pour notre population. Nous proposons également l'arrêt des constructions, qu'elles soient pour l'accession à la propriété ou locatives. Choisy-le-Roi est un timbre-poste. Nous étouffons, il faut se réapproprier notre territoire. Nous pourrions en parler lorsque nous évoquerons le Lugo tout à l'heure. Nous proposons aussi de sauvegarder notre autofinancement, qui n'est pas suffisant. Pour cela, il faut augmenter nos recettes. Pour augmenter nos recettes, il faut favoriser sur notre territoire ou augmenter le nombre de personnes actives. Vous avez rappelé qu'il y a 4 600 chômeurs sur notre commune. Je ne leur en veux absolument pas, personne n'est à l'abri d'être au chômage. Nous n'avons plus de tissu industriel, et cela est propre à de nombreuses communes mais il faut quand même réactiver la venue d'entreprises. Je respecte les commerces de la ville mais ils ne nous apportent pas d'emploi, ils n'apportent pas de richesses. Les commerçants essaient eux-mêmes très difficilement de gagner leur vie parce que le pouvoir d'achat manque à Choisy-le-Roi. Là encore, le Lugo était une opportunité et j'ai bien peur que l'on passe à côté parce que nous allons y faire des logements, une fois de plus, là où il n'y a plus de place à Choisy-le-Roi.

Enfin il y a, toujours sur notre budget, la fameuse baisse de la DGF qui, cette année, est largement moindre puisqu'elle sera de 530 000 euros, mais elle est largement amortie par le fait que nous récupérons la DSU. Faut-il s'en réjouir ? Je rappelle ici que ce sont les communes les plus pauvres qui perçoivent la DSU et nous venons donc de retomber dans les 250 communes les plus pauvres. Cela ne peut réjouir personne même si cela apporte de l'argent supplémentaire. On peut avoir de l'argent supplémentaire sans être classé dans les 250 communes les plus pauvres, ce qui est dommage.

Enfin, s'il peut y avoir aussi quelque chose de profitable pour 2017, certains candidats ont dit qu'ils laisseront le choix aux communes de poursuivre ou pas les NAP. Je propose que l'on supprime les NAP. Du point de vue des salariés de la commune, cela a impacté nos charges pour un résultat – je suis désolé et vous allez sans doute soutenir le contraire, mais je discute avec les parents – qui est très loin d'être une réussite. De plus, elles fatiguent énormément les enfants. Les parents qui ont des enfants en bas âge le constatent tous. Je n'ai plus d'enfants en bas âge mais il se trouve que ma maman a été chercher ses petits voisins à l'école. Ils sont rentrés, vers 16h30 après les NAP, ils se sont assis sur le canapé, ils se sont effondrés et ils ont dormi jusqu'à 20 heures lorsque leur maman est venu les prendre. Il est possible d'avoir un débat à ce sujet et il faut d'ailleurs l'avoir puisque nous avons dit que nous ferions un compte rendu. Il n'est jamais venu et je le fais à travers les parents que je rencontre. Ce n'est pas une réussite

Enfin, je terminerai par ceci. Un candidat voulait se lancer dans « l'identité heureuse », il a été raillé pour cela. Je reprends à mon compte ce slogan. En tant qu'élus, nous devons tous aller vers une identité heureuse pour nos concitoyens et nos concitoyennes. Il y a des choses très simples pour cela : c'est les écouter et résoudre leurs problèmes. Merci.

Monsieur le Maire : Merci. Monsieur Athéa.

M. Athéa : C'est vrai que nous allons entamer notre traditionnel débat d'orientation budgétaire dans un contexte un peu particulier qui est celui du démarrage de la campagne présidentielle. Nous allons bientôt connaître plus précisément les propositions des uns et des autres mais je crois que d'ores et déjà, nous pouvons commencer à nous inquiéter des orientations qui ont été proposées par Monsieur Fillon, candidat Les Républicains, qui, lui, nous promet une double peine. Non seulement nous aurons droit à un choc d'austérité, avec la suppression de 500 000 emplois publics, la hausse de la TVA, le transfert aux assurances privées ou aux mutuelles d'une partie des dépenses de santé, sans pour autant que les comptes publics soient améliorés puisque nous aurons au contraire une augmentation du déficit et de la dette de l'État, ce qui est quand même assez surprenant.

C'est vrai que d'autres candidats nous promettent, eux, des lendemains qui chantent. On peut croire au Père Noël, c'est la période, mais personnellement je reste un peu sceptique. Ce que je pense par contre profondément, c'est que nous avons un modèle social qu'il faut défendre, qu'il faut sauvegarder mais il faut le faire sans détériorer les finances publiques et sans nous mettre un peu plus dans les mailles de la finance internationale. Je pense que notre autonomie sur ce plan est tout à fait essentielle. C'est difficile mais je pense que c'est tout à fait possible d'y arriver.

Un mot sur la situation de notre Ville. Vous avez eu l'occasion de le dire à de nombreuses reprises, elle est saine, notre endettement est maîtrisé et bien plus faible que celui de villes comparables à la nôtre et cela malgré la baisse des dotations de l'État qui affectent, c'est vrai, nos ressources. Sur la période 2014–2017, c'est 3,4 millions d'euros que nous perdons à quoi va s'ajouter, c'est vrai, la moindre revalorisation des bases fiscales pour 2017.

Cela étant, si l'on regarde ce que pèsent ces 3,4 millions d'euros de ressources que nous n'avons pas, ils représentent 1,5 % de nos ressources réelles de fonctionnement et c'est donc quand même à relativiser.

Par ailleurs, comme Monsieur Panetta l'a remarqué, nous allons pouvoir bénéficier de la dotation de solidarité urbaine en 2017, qui va représenter quelque chose comme 2,7 millions d'euros. Ce que l'on peut souligner, comme la note le signale d'ailleurs très justement, c'est l'effort constant et résolu de maîtrise des dépenses de fonctionnement et la croissance de nos recettes, qui, je le rappelle, sont passées de 58 millions d'euros en 2010 à 71 millions d'euros prévus en 2017, ainsi qu'un taux d'imposition constant puisque nous n'y avons pas touché depuis plusieurs années, un excédent de la section de fonctionnement, variable, certes, mais toujours positif, qui nous a permis de financer un ambitieux programme d'investissement dont on voit aujourd'hui les premiers résultats puisque commence à se dessiner ce que sera notre ville dans les 15 ou 20 années qui viennent, une ville verte grâce à l'agenda 21, une ville aérée, une ville ouverte sur la Seine, attractive sur le plan économique et solidaire à l'égard de toutes les situations sociales.

Les deux points sur lesquels nous devons être attentifs sont d'une part le revenu par foyer fiscal de notre population, qui est de 28 % inférieur à la moyenne du Territoire qui, elle-même, est inférieure de 24 % à la moyenne de l'Île-de-France. Cela a évidemment un impact sur la fiscalité et donc sur nos ressources budgétaires.

Je pense personnellement que c'est à relier au taux de chômage important dans notre ville et au niveau de qualification, de formation et de diplôme de notre population, qui est plutôt faible. Cela implique, en effet, des besoins de formation très importants. Sur ce plan, je pense qu'il faut se féliciter de la présence à Choisy-le-Roi de la Cité des Métiers qui est un atout très important pour la population, les jeunes et les moins jeunes. L'entrée récente de la Chambre de Commerce et d'Industrie dans le conseil d'administration de la Cité des Métiers va permettre de développer des actions en faveur de la création et de la reprise d'entreprises sur tout le territoire du Val-de-Marne, ce qui devrait contribuer à créer de nouveaux emplois. C'est vrai qu'il est intéressant et nécessaire de faire venir des entreprises, mais cela ne crée pas forcément des emplois pour notre population.

Un autre point sur lequel nous devons être attentifs, c'est le taux d'imposition, qui se situe à un niveau relativement élevé puisque le taux moyen pondéré pour notre ville, pour les trois taux, est de 25,5 % alors qu'il n'est que de 22,83 % pour la moyenne des villes du territoire. C'est un point qu'il faudra prendre en considération lorsque nous réfléchirons au budget 2017.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur Athéa. Pour poursuivre, pour le groupe socialiste, Madame Brahimi.

Mme Brahimi : Comme l'a dit notre collègue Monsieur Athéa, le groupe socialiste et républicain se félicite de la bonne situation financière de notre ville. C'est le résultat d'une gestion maîtrisée, sérieuse, rigoureuse, de notre budget depuis de nombreuses années.

Cette gestion rigoureuse ne nous a pas empêchés, au fil des années, de développer notre ville, d'amplifier et d'adapter les services rendus aux habitants alors même que les Gouvernements successifs, de droite comme de gauche, n'ont eu de cesse de diminuer la dotation globale de fonctionnement.

Cependant, comme l'a très justement souligné Monsieur Athéa, malgré cela nos recettes n'ont jamais cessé d'augmenter, ce qui est bien le signe d'une ville dynamique, pleine de projets, une ville attractive et intelligente qui sait mobiliser les financements publics nécessaires pour poursuivre son développement et mener à bien ses projets.

Certes, depuis le début du mandat, la baisse de la DGF décidée par le Gouvernement a été plus drastique que par le passé. Néanmoins, et je l'ai dit lors de nos précédents débats budgétaires, cette nouvelle donne a eu au moins une vertu, celle de nous obliger à réinterroger nos politiques publiques, à revoir notre fonctionnement, à rechercher des pistes d'économie et surtout de nouvelles recettes pour maintenir le niveau de qualité du service rendu au Choisyennes et aux Choisyens.

Avec l'aide des services municipaux et de la Direction générale, nous avons engagé ce travail et depuis 2014, début de notre mandat, le budget a toujours été équilibré sans augmentation des impôts locaux.

Sans augmenter les impôts, sans endetter notre ville plus que nécessaire, nous avons poursuivi notre programme d'investissement. Nous continuons à mettre en œuvre notre projet de ville durable et même si nous avons dû faire des économies, reconnaissons-le en toute honnêteté, il n'y a pas eu de gros sacrifices ni de suppression massive des services rendus à la population.

Nous n'avons pas baissé le budget des écoles et de l'éducation, au contraire. Nous sommes l'une des rares villes à avoir eu une véritable ambition dans la mise en place des NAP pour lesquels, d'ailleurs, nous avons bénéficié d'importants financements de l'État et qui, au final, ne pèsent pas tant que cela sur le budget communal.

Chaque année, nous avons maintenu, voire augmenté les budgets de la propreté, de la gestion des déchets, des travaux de voirie et l'entretien de nos bâtiments communaux, de nos écoles.

Nous n'avons pas sacrifié la culture, Nous n'avons pas sacrifié les animations qui contribuent à la vitalité et à la cohésion sociale. Les fêtes de la Ville, par exemple, ont bien eu lieu et ont connu un franc succès. Par conséquent, si nous reconnaissons que la situation n'est pas facile, elle est loin d'être dramatique comme certains voudraient le laisser croire, car nous disposons quand même des budgets de près de 100 millions d'euros, ce qui n'est pas rien.

Tous les défis que nous devons relever pour réussir notre projet de ville durable ne se traduisent pas forcément par des dépenses supplémentaires, même si, dans certains cas, elles peuvent être indispensables.

Comme pour tout citoyen, dans un contexte de budget contraint, il nous faut faire des choix, nous obliger à revoir nos pratiques, à rechercher plus d'efficacité par davantage de transversalité et de coordination dans nos politiques municipales car, parfois, c'est bien souvent là que le bât blesse. À cet égard, le travail mené par les services sous l'impulsion du Directeur général pour réorganiser l'accueil de nos concitoyens à l'hôtel de ville en est la parfaite démonstration et nous tenons à les en féliciter et à les remercier pour ce projet utile et ambitieux.

Il existe encore, nous en sommes convaincus, des sources d'économies qui ne revêtent pas uniquement un aspect financier mais qui répondent à des enjeux que nous pouvons largement partager avec les Choisyens.

Je pense en particulier à la question de la restauration municipale et à la mise en œuvre des 110 actions de l'agenda 21 qui portent sur la lutte contre le gaspillage alimentaire. Aujourd'hui, qu'il s'agisse de la fabrication des repas jusque dans les assiettes des élèves dans les cantines scolaires, cette exigence n'est absolument pas prise en compte, tant du point de vue de la prévention que de la valorisation des déchets.

Revoir nos pratiques, nos modes de gestion et d'approvisionnement, envisager la généralisation d'une alimentation issue de l'agriculture biologique, de saison ou provenant de circuits courts permettront de réaliser de réelles économies, des économies sur le budget de la restauration municipale, mais aussi des économies en termes de ressources naturelles tout en améliorant la qualité des repas.

C'est une démarche vertueuse et écologique qui ne pourra qu'emporter l'adhésion des Choisyens et qui comporte en plus une dimension pédagogique pour les enfants de notre ville. Certains disent que l'alimentation biologique est chère mais au final, elle ne sera pas si chère que cela si un vrai travail sur le gaspillage alimentaire, l'alimentation et les modes de gestion est mené au préalable.

L'autre chantier important pour 2017 concerne une préoccupation que nous partageons tous au sein de la Majorité municipale, c'est la gestion et l'entretien de l'espace public. Là aussi, on ne peut pas dire que rien n'a été fait. Malgré un budget contraint, nous avons chaque année investi dans la réfection de la voirie et dans la rénovation de l'éclairage public. Le budget consacré à la propreté est demeuré constant et les moyens humains du service prévention-sécurité ont été régulièrement augmentés. Or force est de constater que les incivilités sont toujours aussi prégnantes. Qu'il s'agisse de la propreté, du stationnement sauvage, de l'occupation gênante ou illégale de l'espace public, cela gâche la vie de nos concitoyens et génère souvent un climat de tension.

Il nous faut donc porter une attention encore plus grande à l'entretien et à la gestion de l'espace public, espace qui est le patrimoine de tous les Choisyens, et nous nous félicitons que cette question fasse l'objet des priorités de la Majorité municipale en 2017. Là encore, même si des investissements seront nécessaires, en particulier pour l'éclairage public, bien des dysfonctionnements pourraient être réglés par une meilleure coordination et une plus grande transversalité entre les services. Les champs de compétence et d'assermentation des agents de sécurité de la voie publique devront également être élargis pour leur permettre de sanctionner plus largement toutes les occupations illégales du domaine public, et je pense en particulier aux voitures épaves ou ventouses, ou tous les dépôts sauvages.

L'amélioration de l'espace public suppose aussi de prendre en compte les déplacements dans notre ville et la nécessité d'en assurer un partage plus harmonieux et plus sûr entre tous les usagers.

La mise en œuvre du schéma de mobilité, qui est un axe fort de l'agenda 21, élaboré avec les habitants du forum 21, permettra de compléter sur la voirie communale les itinéraires cyclables départementaux, dont la future passerelle sur le pont de Choisy et les itinéraires cyclables du futur tramway et du TZen 5.

Avec le développement de l'offre de transports en communs, l'aménagement d'itinéraires cyclables sur l'ensemble du territoire communal, une gestion rigoureuse du stationnement, les déplacements de tous les Choisyens seront facilités et sécurisés et nous réduirons progressivement la place et l'usage des voitures dans notre ville.

Aux esprits chagrins qui ne cessent de se lamenter, qui voudraient faire croire que notre ville se meurt et se dégrade parce que nous avons perdu des recettes, nous répondons qu'au contraire Choisy-le-Roi foisonne de projets et tient une place centrale dans un des territoires les plus importants de la Métropole du Grand Paris. La baisse de la DGF nous conduit à plus d'exigence et de rigueur. C'est une démarche responsable pour laquelle les Choisyens nous sont et nous serons reconnaissants. La solution de facilité consisterait à augmenter systématiquement les impôts et, par conséquent, à faire porter sur les ménages la charge de cette décision. Ce n'est pas le choix que nous avons fait jusqu'à présent.

Pour 2017 nous devons donc poursuivre dans cette dynamique solidaire et responsable, ne pas aggraver la situation des ménages choisyens et préserver leur pouvoir d'achat tout en poursuivant résolument le développement de notre ville.

M. le Maire : Madame Baron, vous avez demandé la parole, elle est à vous.

Mme Baron : tout d'abord je remercie les services municipaux qui ont établi un rapport d'orientations budgétaires pour 2017 bien documenté, clair et détaillé.

Au-delà de ce qui se passe au niveau international, je désire plutôt me concentrer sur le débat concernant Choisy-le-Roi. Débattre de la situation budgétaire avec la perspective de la nouvelle organisation territoriale me semble très complexe.

Il est cependant indéniable que la diminution par l'État de la DGF, qui est évaluée à 530 000 euros pour 2017, bien qu'elle soit moins importante que les deux dernières années, entraînera une baisse de l'investissement public et obligera la Ville à faire des choix de gestion, à éviter l'engagement d'augmenter les impôts, trop élevés. Cela ferait l'effet d'une grosse imposture par rapport aux services rendus aux contribuables.

Le budget, c'est bien entendu une question de priorité et à mon sens, l'emploi est une priorité. Oui, le partenariat avec le secteur économique est indispensable. Les orientations d'investissement devraient aussi se porter sur la formation des jeunes, tout le monde le dit.

C'est une dépense dont l'intérêt est mal évalué par la Ville et pourtant c'est du capital humain qui crée des richesses.

De même, sur les principaux investissements projetés, je n'y ai pas vu de place pour une volonté d'actions supplémentaires au niveau de la sécurité des citoyens ni au niveau de la propreté de l'espace public, quitte, malgré les contraintes budgétaires, à mutualiser de gros matériels avec une collectivité voisine.

Je dois dire qu'à ce niveau vos décisions sont inefficaces pour l'amélioration du cadre de vie et du mieux vivre au quotidien. J'ai retenu par ailleurs l'intérêt que nous devrions avoir de mesurer nos engagements pour la gestion de la dette en visant à réduire l'encours et, concernant l'emprunt, à diminuer les taux variables qui semblent un peu élevés – un tiers, d'après vos orientations.

Pour nous, préserver et garantir la qualité du service public en concertation avec les habitants et respecter les engagements pris envers la population est un minimum. Je suis pour une justice sociale envers les plus pauvres et les plus fragilisés. Les engagements pris doivent être respectés et non pas créer l'illusion, ce qui est le ressenti des citoyens. Merci.

M. le Maire : Merci Madame Baron. Pour le groupe Europe Écologie les Verts, Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Tout d'abord, permettez-moi, au nom des élus écologistes, de rappeler ce qui est pour nous le sens de notre action et qui doit présider au débat que nous allons avoir ce soir sur les orientations budgétaires de notre ville.

En effet les orientations que notre groupe soumet au débat s'inscrivent dans l'engagement que nous avons pris auprès des Choisyens pour mars 2014 de faire de Choisy-le-Roi une ville durable, verte, apaisée, ouverte, solidaire, une ville amie des enfants, soucieuse de leur bien-être et de leur santé, une ville innovante, qui fait place aux initiatives locales et qui anticipe les défis du nouveau siècle pour ne pas les subir.

C'est donc sur la base des valeurs écologiques du vivre mieux, du bien-être individuel et collectif, de solidarité, de respect du vivant, que les élus écologistes proposent à l'assemblée de débattre des voies qui s'ouvrent à nous dans un contexte difficile, caractérisé par de fortes contraintes et une grande incertitude.

Ce débat d'orientation budgétaire se tient donc dans un contexte particulièrement inédit, comme vous venez de le dire, qui est marqué, de notre point de vue, par au moins trois zones de turbulences

La première n'est pas une nouveauté. Elle concerne le régime de contrainte que nous impose la baisse des dotations de fonctionnement et qui continue à limiter notre capacité d'investissement, même si les élus écologistes entendent la nécessité de ne pas laisser aux générations futures une ardoise de dette publique qui risque de peser lourdement sur leurs choix de société. À ce sujet je réitère ici ce que nous avons toujours dit : cette baisse de DGF est injuste. Elle s'abat sur les collectivités territoriales alors même que l'évasion et la fraude fiscale sont estimées à des sommes qui couvrent de larges pans de déficit des finances publiques.

La deuxième zone de turbulence nous vient des choix de la nouvelle Majorité du Conseil Régional. Nous n'en avons pas beaucoup parlé mais permettez-moi de vous rappeler qu'à seulement un an de la COP21, et alors que la France connaît des pics de pollution jamais atteints, la Droite régionale nous enfonce encore un peu plus dans la crise climatique. À peine un an après la COP21 et des accords dits historiques, voici par exemple une liste

funeste, mais qui n'est pas exhaustive, des renoncements sur la lutte contre le dérèglement climatique pour l'année 2016 : suppression du fonds régional de compensation carbone, -40 % sur la protection et la restauration des milieux aquatiques, -6 % sur la politique énergie climat, -50 % sur la politique d'acquisition d'espaces naturels et agricoles, suppression des critères de performance énergétique et écologique dans le financement de nouvelles infrastructures, suppression du plan climat, -90 % au soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement, -80 % à l'éducation à l'environnement vers un développement durable, -60 % aux actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie, suppression de l'Observatoire des milieux naturels et de la biodiversité.

Je me suis donc amusé, même si le mot « amusé » n'est pas très approprié en l'occurrence, à vérifier dans le discours de Madame Valérie Pécresse, et j'ai vu que pas une seule fois le mot climat n'apparaît dans les orientations budgétaires de 2017.

Enfin la troisième zone de turbulence concerne la perspective des élections présidentielles qui s'ouvre à nous et qui ajoute au débat de ce soir un niveau de complexité supplémentaire et de grandes incertitudes qui rendent l'examen du budget particulièrement difficile, cette année encore plus que les années précédentes. Ainsi, si par malheur la Droite prend demain le pouvoir, et à en croire les intentions de son candidat, ce sont des coupes claires qui vont s'abattre aussi bien sur les finances publiques que sur les choix nationaux en matière d'urgence écologique, puisque la Région nous en donne un avant-goût plus qu'amer.

Après ce tour d'horizon, et pour revenir à Choisy-le-Roi, ce sont des éléments de contexte national et régional qui nous confortent dans notre conviction de la nécessité de continuer à bâtir une stratégie budgétaire fondée sur le principe de la sobriété. En effet, que ce soit le Gouvernement actuel ou que l'on envisage un retour de la Droite, la sobriété s'impose à nous dans la mesure où les dotations de l'État seront toujours à la baisse dans un cas comme dans l'autre.

Nous devons intégrer dans nos choix de société comme dans nos choix budgétaires l'impérieuse nécessité de faire autrement, de faire mieux avec moins. Partant de ce principe, j'aimerais saluer, Monsieur le Maire, chers collègues, l'effort considérable effectué par nos différents services qui, en toute responsabilité, ont joué le jeu l'année dernière. En effet, alors que nous étions dans une situation qui nous a semblé assez catastrophique, nous avons pu parvenir à l'équilibre cette année avec même une capacité d'autofinancement qui nous permet d'avoir des perspectives beaucoup moins inquiétantes que ce qu'il nous avait semblé, cela justement grâce à ce principe de sobriété et, si j'ose dire, d'inventivité de la part de notre administration.

Cet effort est d'autant plus précieux qu'il s'est effectué sans une grande dégradation des services rendus et surtout sans recourir à l'augmentation de l'impôt, respectant ainsi l'engagement que nous avons pris auprès de la population.

Ainsi, en refusant le recours à l'impôt l'année dernière, nous avons fait la démonstration factuelle, imparable, que faire autrement était possible sans pour autant fragiliser le pouvoir d'achat notamment des classes moyennes, déjà fragilisées par ailleurs.

Ainsi, pour continuer à alimenter nos recettes, ces efforts de la part de l'administration nous encouragent à continuer dans cette orientation de recherche d'économies budgétaires et d'efficience dans le fonctionnement de nos services sans pour autant abdiquer dans la qualité.

L'objectif, pour nous, est de retarder autant que possible le recours à la hausse d'impôt. Ainsi, pour étayer notre propos et exposer à l'assistance quelques exemples qui illustrent

notre démarche, nous nous sommes penchés sur un sujet qui nous tient particulièrement à cœur, je veux parler de la restauration collective dans les cantines scolaires. En effet, notre groupe continue à s'interroger, comme beaucoup de parents d'élèves, sur le coût important du repas, estimé à plus de 14 euros dans nos cantines, cela d'ailleurs sans compter le coût écologique et financier lié au gaspillage alimentaire, relativement important dans les cantines scolaires de notre ville.

À titre de comparaison, pour être un peu plus concret, en 2012, pour 70 établissements en Île-de-France, en moyenne le coût global du repas était d'environ 8 euros, soit une différence de 6 euros comparés à notre tarification. Du coup, si l'on arrive à réduire de seulement 2 euros le coût du repas par enfant et par jour, c'est une économie d'un million d'euros par an que l'on aura fait gagner à nos dépenses et c'est autant de recettes à mobiliser pour introduire une alimentation biologique, locale et de saison et, pourquoi pas, dans le cadre d'une gestion municipale qui nous garantit une bonne maîtrise de la qualité du service.

La réévaluation aussi bien qualitative que budgétaire de la restauration scolaire est donc une orientation budgétaire que nous soumettons au débat de ce soir. Cette orientation nous semble d'autant plus pertinente qu'elle va dans le sens aussi bien de la maîtrise budgétaire que dans le sens de notre devoir de garantir à tous une alimentation saine, surtout dans le contexte actuel des scandales sanitaires et de la malbouffe qui touche bon nombre d'enfants, notamment dans les couches populaires.

Je sais, Monsieur le Maire, qu'un travail a été amorcé dans le sens de la recherche des économies dans la restauration scolaire. Toutefois nous affirmons ici notre souhait que ce travail s'accélère pour s'engager dans une véritable démarche écologique concernant l'introduction de l'alimentation biologique dans nos cantines.

Autre exemple des orientations budgétaire que nous soumettons encore une fois à débat, concernant la maîtrise de la dépense. L'exemple que nous prenons est un portrait du bloc des dépenses concernant les associations et les différentes structures de la Ville, qui s'élève à lui seul à 4,5 millions d'euros.

Là-dessus, soyons bien clairs et attentifs à ce que nous disons : nous ne voulons pas rogner d'une manière systématique sur toutes les associations sans tenir compte de leurs moyens et de leurs missions. Nous mettons seulement en débat la possibilité de faire participer ce bloc des dépenses allouées à certains organismes au même effort demandé à tous. Ainsi, sur un budget de 4,5 millions d'euros, si l'on suppose que l'on déduise ne serait-ce que 300 000 euros, ce serait près d'un million d'euros de dépenses épargnées à la fin du mandat.

On pourrait aussi interroger d'autres dépenses, certainement moins significatives. Nous pensons par exemple à la question de la flotte des véhicules, ou encore à certains frais de communication. En tout état de cause, nous souhaitons continuer le travail de l'optimisation de certains services, sans pour autant faire de la dépense la seule solution pour les rendre qualitatifs.

[Rappel de Monsieur le Maire d'avoir à conclure]

Madame la Présidente du groupe me dit qu'elle m'alloue quelques minutes de son temps de parole, je la remercie et je reconnais là sa générosité et celle du groupe.

Parallèlement à la maîtrise des dépenses, nous devons aussi avoir une stratégie structurelle pour engranger davantage de recettes sur la ville, à commencer par attirer et préserver davantage les classes moyennes à Choisy-le-Roi, cela afin d'assurer à notre ville des

recettes fiscales qui nous permettront d'avoir les moyens de nos ambitions, à commencer par la capacité d'être solidaires avec les plus fragiles parmi nous.

C'est pourquoi nous devons continuer à orienter nos priorités budgétaires vers les jeunes actifs en ménage. Les questions du cadre de vie doivent également être priorisées avec une attention particulière à la propreté, aux espaces verts, aux lieux de la convivialité, à la tranquillité publique et à la lutte contre les incivilités, avec l'examen, je l'espère dans des délais très proches, de la mise en place d'une police municipale.

Comme je dois conclure, je dirai très simplement en quelques mots que d'autres leviers pour les recettes sont à chercher dans les questions économiques, même si cette compétence relève du Territoire. Pour autant, nous devons continuer également à faire en sorte que les investissements soient focalisés notamment sur la question de la performance énergétique pour faire en sorte que la bonne dépense puisse apporter des réponses à la mauvaise dépense. La question de l'éclairage en donne un exemple.

Bref, je termine en disant enfin, et ce n'est pas sans importance, que nous souhaitons orienter notre effort budgétaire vers l'innovation sociale, en impulsant et en encourageant des initiatives citoyenne innovantes qui défrichent le champ des possibles et qui annoncent que demain, c'est déjà aujourd'hui. Je vous remercie et je vous prie de m'excuser pour le temps plus important que j'ai sûrement pris.

M. le Maire : Il s'est excusé, Monsieur Panetta, c'était 30 secondes.

M. Panetta : Alors je dépasserai aussi, tout en m'excusant. Il n'a pas fait le débat d'orientation budgétaire, il a fait le débat d'orientation budgétaire de la Région, donc il s'est un peu trompé.

M. le Maire : Ne relançons pas le débat, ce sont des interventions des groupes qui se succèdent. Je donne la parole, pour le groupe Front de gauche, républicain et citoyen, à Madame Arnaud.

Mme Arnaud : Nous abordons ce soir le débat d'orientation budgétaire servant de base à l'élaboration de notre budget 2017. Ce débat, qui est aussi le débat d'orientations du quinquennat, lequel pour l'heure ressemble plus à une sorte d'épitaphe des occasions manquées qu'à un étendard de la réussite.

Avec 600 000 chômeurs de plus, avec une industrie fragilisée, avec trop de nos jeunes hors de l'emploi et des apprentissages, avec des retraités et des salariés qui ont vu leur pouvoir d'achat reculer, notre pays s'est malheureusement fracturé, abîmé et divisé. C'est le résultat du choix d'une politique d'austérité qui, partout en Europe, a fait tant de mal ces dernières années. Les atouts de la France ne manquent pourtant pas. Alors pourquoi cet échec ?

Nous, élus du groupe Front de gauche, républicain et citoyen, estimons qu'il découle de l'alignement inconsidéré sur les exigences du capital financier mondialisé portées par les traités européens. Regardons la réalité en face : à mesure que l'empire de la haute finance s'étend, les inégalités se creusent, les crises économiques et financières s'enchaînent et les fraudes géantes s'accumulent.

Nous monde est devenu complètement dingue. Les 61 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que les 3,5 milliards d'êtres humains les plus pauvres. Qui peut, raisonnablement, penser que ce modèle a un quelconque avenir ?

L'ennemi, pour nous, c'est toujours la finance, cette finance qui s'est accélérée, qui se joue des règles territoriales, qui pèse sur les peuples avec trop souvent la complicité d'élites

politiques ou administratives et qui a pour conséquence la montée des haines et des divisions.

Sans cesse, le capitalisme financier exige que les travailleurs fassent des concessions salariales et les États des concessions fiscales.

Le pire, ce sont les dérégulations dans tous les domaines, qu'il s'agisse des traités transatlantiques, le TAFTA, le CETA ou, pour notre pays des diktats sur le marché du travail imposé par les lois Macron ou El Khomri. C'est à tout ce système que la France doit s'attaquer.

Certes, le combat n'est pas simple, mais au terme de ce quinquennat, voyons si les politiques menées, concrétisées par des politiques budgétaires, auront permis d'avancer.

L'absence d'une véritable taxe sur les transactions financières incluant les mouvements spéculatifs intra journaliers – alors qu'il suffirait de taxer de 0,3 % les actifs financiers, ce qui rapporterait 18 milliards d'euros pouvant ainsi bénéficier aux collectivités –, l'absence d'une véritable séparation entre les banques d'affaires et les banques de dépôts, le refus de toucher aux verrous de Bercy ou la frilosité à l'égard des dispositifs d'évasion fiscale mis en œuvre par les grandes entreprises auront été autant de rendez-vous manqués car, là aussi, ce sont plus de 80 milliards d'euros qui disparaissent entre niches fiscales, allègements de charges aux entreprises, évasion fiscale sous des cieux propices à toutes les magouilles possibles, mais on nous répète toujours qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses.

Quant à la politique fiscale menée depuis 2012, l'Observatoire français des conjonctures économiques vient d'en faire un pré-bilan et la sentence est claire : un renversement inédit de la fiscalité des entreprises vers celle des ménages s'est opéré au cours de ce quinquennat. Alors qu'en 2012 les entreprises contribuaient à hauteur de 19,8 points du PIB, ce ne serait plus que de 18,9 points en 2016, soit 20 milliards d'euros en moins. Pour les ménages, c'est exactement l'inverse : leur contribution passe de 24,2 à 25,7 points du PIB, ce qui correspond à une hausse de 31 milliards d'euros. En outre, l'architecture fiscale reste toujours aussi injuste avec un impôt non progressif, l'impôt TVA, fortement augmenté.

Et il ne faut pas oublier la diète imposée par l'État aux collectivités locales, qui a entraîné un accroissement des impôts sur les ménages et accentué le déséquilibre territorial. Au total, trop de nos concitoyens auront subi une pression fiscale injuste, à commencer par les pauvres ainsi que les retraités et les classes moyennes, du fait surtout de la TVA.

À y regarder de plus près, seuls les plus aisés y ont gagné, profitant des mécanismes d'optimisation. Le patrimoine des 500 Français les plus riches aura progressé de plus de 25 % en cinq ans. C'est indécent ! Non, ce ne sont pas les impôts locaux que payent les Choisyens qui accentuent leurs difficultés, mais bien les politiques fiscales mises en œuvre au plan national.

Dans ce contexte, la cure d'austérité promise par la Droite, qui rêve de parachever la révolution libérale à l'œuvre depuis les années 80, est une surprime à l'indécence. Pourtant, bien des institutions, des livres et des recommandations appellent à cesser les politiques restrictives et à encourager l'investissement. C'est le cas du FMI. Toujours selon l'OFCE, en six ans l'investissement public est passé de 4,5 points du PIB en 2010, soit 86 milliards, à 3,2 points du PIB actuellement, soit 67 milliards d'euros.

Ces orientations, terribles pour les territoires, obèrent l'avenir et cela, nous le savons tous. Surtout, le basculement de la fiscalité vers les ménages n'a pas produit les effets escomptés, comme on pouvait s'y attendre.

Selon les études réalisées, chaque emploi sauvé ou créé par le CICE a coûté entre 287 000 euros et 574 000 euros. Quel gâchis ! On parle aujourd'hui d'aggraver ses conséquences en faisant passer le taux de ce crédit d'impôt de 6 à 7 %. De ce fait, l'impôt sur les sociétés que le MEDEF nous présente toujours comme le grand Satan, a quasiment disparu. Il représentera 25 milliards à l'horizon 2018, soit 1,2 point du PIB, un rendement deux fois moins élevé que la moyenne de la zone euro.

C'est pourquoi, plutôt qu'une baisse uniforme sur le taux de l'impôt sur les sociétés, les députés du Front de gauche défendent à l'Assemblée nationale l'idée d'une modulation de la fiscalité des entreprises en fonction de l'utilisation des bénéfices. Une entreprise qui crée de l'emploi, favorise la formation, augmente les salaires, investit dans la production, doit être avantagée par rapport à une entreprise qui verse des dividendes. Nous le savons, ce ne sont pas les PME et les TPE qui alimentent la chaudière de la spéculation, elles qui créent de l'emploi et des richesses sur tout le territoire.

Dans le même temps, l'impôt de solidarité sur la fortune, l'ISF, aurait dû faire l'objet d'une revalorisation, d'un élargissement de l'assiette et d'un déplafonnement. Exonérer Mme Bettencourt de 65 millions d'euros d'impôts, soit l'équivalent de notre budget de fonctionnement, c'est tout simplement injuste et inefficace.

Mes chers collègues, c'est aussi d'une autre utilisation de l'argent que nous avons besoin, une gestion portée par un véritable pôle bancaire public et d'une vraie guerre contre l'évasion fiscale, la fraude ainsi que l'optimisation fiscale.

Chaque année, ce sont plus de 80 milliards d'euros qui sont soustraits au budget de notre pays. Comment peut-on encore accepter cela alors que l'on demande à chacun, à juste titre, d'aller payer son impôt sur le revenu ou sa taxe d'habitation à son centre des impôts ? J'entends que certains élus nationaux, voire même locaux, prétendraient qu'il existe encore des marges d'économies locales à réaliser sur les frais de fonctionnement dans les services de nos communes, voire de notre commune. Si, à la marge et sur le moyen terme, il y a toujours quelques solutions à apporter pour optimiser l'organisation et rendre plus efficiente l'indispensable et déterminante présence d'un service public de qualité en direction de la population, jusqu'où veut-on nous emmener par le biais de cette pression financière actuelle et la poursuite de cette politique d'austérité ?

Est-ce que cela peut signifier pour les communes diminution des dépenses de personnel, non remplacement des départs en retraite, remise en cause des régimes indemnitaires, hausse des tarifs aux utilisateurs et, le pire, la disparition programmées des communes ? Certains en rêvent et une annonce a été clairement faite par une partie de la Droite qui a décidé d'enterrer la fonction publique territoriale dès 2017 s'ils reviennent au pouvoir.

[Avertissement de Monsieur le Maire qu'il reste quelques minutes d'expression pour le groupe]

Je passe immédiatement la parole à Monsieur Diguët.

M. Diguët : je vais tenter de synthétiser mon intervention. L'intervention de Madame Arnaud insiste bien sur le basculement des ressources fiscales de l'État, pénalisant encore plus les ménages au profit des entreprises. De même, les baisses des dotations pénalisent encore plus notre ville, accentuant nos difficultés à élaborer notre budget. Les mêmes sanctions, appliquées aux dotations du Conseil Départemental, fragilisent de façon conséquente notre partenaire privilégié en matière d'aides financières. Pour autant, nous nous sommes attachés tout au long de ces derniers mois à rechercher toutes les économies possibles, sans pour autant remettre en cause ce qui fait notre spécificité de municipalité de Gauche.

Nous n'avons pas l'intention de vendre notre âme au diable, nous n'avons pas l'intention de nous laisser enfermer dans un modèle de gestion municipale immuable et semblable aux autres.

Nos priorités restent les mêmes. C'est ainsi que nous avons ouvert ces derniers jours la crèche Tony Lainé avec ses 60 berceaux, que nous envisageons l'achat de 15 places de crèches supplémentaires dans une institution privée, que nous finalisons la construction du groupe scolaire Mandela, maternelle et primaire, que nous envisageons avant la fin du mandat la construction d'un gymnase dans la ZAC des Hautes Bornes et la construction de nos nouveaux convisports en direction de la jeunesse.

De même, malgré une nouvelle fois la diminution des aides de l'État, nous poursuivons notre mission d'aide à la scolarité en compensant le manque de subventions nécessaires au fonctionnement du PRE.

Nous allons également augmenter les moyens alloués à la propreté des espaces publics et renforcer nos équipes d'ASVP. Nous avons également budgété une somme importante afin de poursuivre la rénovation non seulement de nos chaussées mais aussi de nos trottoirs, et que dire de notre souhait de revitaliser le Parc Maurice Thorez. N'oublions pas non plus, en cette année 2017, les moyens financiers à budgéter pour organiser les élections présidentielles et législatives. Personne ne se plaindra de l'effort financier important que nous allons mettre en œuvre pour la réfection de notre réseau d'éclairage public... Autant d'équipements publics et d'actions qui sont indispensables à notre population.

On le voit bien, rien de grandiloquent ni d'ostentatoire dans notre démarche et, pour autant, il y a des manques et nous en sommes conscients. Juste une parenthèse : il faut savoir que sur le budget 2016 nous avons bénéficié d'un apport de près de 1 million d'euros provenant, rappelez-vous, de l'action en recouvrement que nous avons intentée auprès du groupe Veolia. Cette somme, nous ne la toucherons pas les années futures. Pour autant, ces dépenses nécessaires ne pourront se faire sans trouver les solutions financières nous permettant d'optimiser nos ressources fiscales. C'est aussi cela, les conséquences de la politique menée sur le plan gouvernemental. C'est aussi cela les conséquences de choix faits par les élus de la Majorité à l'Assemblée nationale lors du vote de la loi de finances 2017.

Nous avons pris l'engagement devant la population en 2014 de ne pas augmenter la fiscalité des ménages. Ce pari, nous l'avons tenu les trois premières années de notre mandat. D'autres villes, toutes tendances politiques confondues, ont dû, elles, revenir sur ces engagements dès la mise en œuvre du plan de diminution des dotations. Jusqu'à quand pourrions-nous tenir cet engagement ?

Je m'arrête ici pour ne pas dépasser, mais c'est dommage.

M. Panetta : Je voudrais dire quelque chose d'important. Dans ce qui vient de se passer, je n'ai rien contre ce que dit Madame Arnaud, il y a même des choses que je partage. Par contre, je trouve stupéfiant les propos de certains, sans que vous trouviez à y redire. Le Conseil Municipal, notamment, a un Débat d'Orientation Budgétaires. Ce n'est pas un débat national, même si j'y ai moi-même fait allusion, mais d'une manière très courte, sur les incidences.

Je le dis très méchamment : je ne viens pas au Conseil Municipal pour entendre un discours du Soviet suprême. Je vous le dis parce que c'est intolérable. Si j'étais socialiste, alors que vous êtes alliés, j'aurais quitté la salle. Que l'on mette à l'ordre du jour un débat sur la

politique nationale, j'y participerai avec plaisir, nous aurons des points de désaccord, nous aurons des points de convergence, mais cela n'avait rien à faire ce soir.

M. le Maire : C'est votre point de vue politique, Monsieur Panetta. L'analyse d'une situation locale peut être vue à la lumière d'une analyse globale. Libre à chacun de le faire.

M. Panetta : Non. Elle n'a pas parlé du personnel, elle n'a pas parlé des investissements, elle n'a parlé de rien.

M. le Maire : Monsieur Diguët, apparemment, devait en parler et il y a eu un problème de coordination de temps. Je ne suis pas d'accord avec vous, Monsieur Panetta, sur le principe de l'analyse. Chacun peut avoir des analyses politiques et je pense que si l'on regarde l'ensemble des débats dans l'ensemble des conseils municipaux, vous serez étonné de voir la prise de hauteur et l'analyse que l'on doit avoir sur un retour local. Pour être au local, il faut avoir cette prise de hauteur. Je donne la parole à Monsieur Ennaoura.

M. Ennaoura : Monsieur le Maire, mes chers collègues, Mesdames et Messieurs, c'est au lendemain même des élections municipales que François Hollande décide, avec son nouveau premier ministre de l'époque, Manuel Valls, de soumettre les collectivités territoriales à une cure d'austérité sans précédent. Cette décision, non sans conséquences, bouscule injustement le mandat que les équipes municipales de France et de Navarre viennent de prendre auprès de leurs électeurs. Cette décision réécrit de fait l'agenda budgétaire et politique de milliers de communes.

Cette décision nationale modifie ainsi le parcours des projets municipaux. Elle provoque un rejet massif de ceux qui sont aux prises avec les réalités territoriales.

Un nombre considérable de maires rejette fortement cette décision.

François Baroin, pourtant classé à droite et Président de l'Association des maires de France, souligne dans ce choix, je cite « une ponction insoutenable et terriblement injuste ». Il souligne également : « alors que les collectivités ne représentent que 9,5 % de la dette publique, vous leur demandez une contribution de 25 % de l'effort de réduction des déficits publics ». À l'annonce de la contraction pendant trois ans de la DGF, un nombre considérable de Villes, à droite comme à gauche, décident d'augmenter les impôts locaux. Les hausses, dans bon nombre de villes, notamment dans le Val-de-Marne, ont été très fortes et ce, dès 2015, toutes sensibilités confondues. Certaines villes ont été poussées à augmenter la pression fiscale de 20, de 30, voire de 50 %, pour ne pas se mettre dans une situation de quasi faillite. Il ne s'agit pas pour notre part de porter un jugement sur le choix de ces maires et de leurs majorités mais juste de rappeler la réalité des choses.

Dans notre territoire, il y a des villes plus riches que d'autres et ce, pour des raisons liées à leur histoire sociale, à leur géographie, et au poids économique intrinsèque de leurs équipements et de leurs industries.

On pourra en déduire beaucoup de choses, mais toutes choses égales par ailleurs, le taux de la taxe d'habitation et du foncier bâti ne s'invente pas du jour au lendemain. C'est le produit, aussi, d'une histoire sociale, politique et économique. Ne jugeons pas hâtivement notre Ville, ne la jugeons pas injustement. Bien évidemment, mon propos n'est pas de dire que l'État ne doit pas remplir ses obligations budgétaires vis-à-vis de nos partenaires européens mais qu'il doit être courageux face aux demandes insistantes et au final déraisonnables de certains de nos partenaires historiques car le choix de l'austérité en Europe a été pour le moins un échec cuisant et délétère, surtout pour les peuples qui ont eu à le subir, et je pense à nos amis grecs, italiens, espagnols et portugais.

Je pense qu'il faut dire les choses telles qu'elles sont. Le Gouvernement de Monsieur Valls, sous la houlette de notre Président François Hollande, a plongé notre municipalité dans une crise budgétaire sans préparation et sans accompagnement.

Alors, nous avons eu à gérer une crise qui n'était pas la nôtre, à la suite de quoi notre Majorité, sous l'impulsion de notre Maire, a décidé, depuis le début du mandat, une recherche d'efficience de nos services mais aussi une réduction globale des différents budgets de notre commune. Les services ont été poussés à faire la même chose, mais avec moins. Certains investissements ont dû être reportés et pour décider tout cela, nous avons dû nous réunir à de multiples reprises dans le cadre notamment de séminaires pour rechercher à chaque fois les ressources et les moyens de préserver l'essentiel, à savoir une politique de gauche. Tout cela a été difficile et le reste aujourd'hui mais nous ne sommes pas la seule commune à vivre cette crise.

Bien sûr, la baisse de la DGF, qui porte sur trois ans, continuera à avoir des impacts sur l'ensemble de notre mandature. À cela s'ajoute le méli-mélo de la réforme territoriale non encore aboutie et cela fait encore beaucoup pour notre commune.

Bien sûr que la météo est mauvaise, mais nous sommes confiants, nous sommes pleins d'espoir pour continuer à œuvrer chaque jour au service de nos concitoyens, au service de notre projet de ville.

Toutes ces contraintes nous poussent, au-delà de ce qui ne va pas *a priori*, à regarder ce qui va, ce qui apporte de la confiance, ce qui apporte de la joie à nos habitants, toutes les politiques qui sont menées au quotidien au service de nos habitants, quel que soit leur âge, du plus jeune au moins jeune.

Prenons par exemple l'engagement très fort de la municipalité dans le domaine de la petite enfance. Je rappellerai l'ouverture prochaine de la crèche Tony Lainé aux Gondoles Nord, la rénovation de la crèche Jean Eiffel, l'accompagnement et l'aide financière que nous avons apportés à la crèche Bambins en éveil, au travers de la réservation de places dans le quartier du Port. Dites-moi combien de familles sont soulagées sur le plan social et économique par et grâce à cet effort et à cette volonté municipale ?

Vous le savez, la politique de l'enfance n'est pas en reste. L'investissement dans les équipements est considérable. Je pense à l'école Mandela, l'engagement est fort et je pense également à l'organisation des NAP, que bon nombre de villes nous envient. Je pense aussi à cette nouvelle prise en charge que représentent les études dans les écoles primaires, que les associations ne peuvent plus porter.

Je pense encore au maintien et au renforcement de la participation communale dans le financement du PRE qui lutte contre le décrochage scolaire alors que l'État nous prévient qu'il est aussi en train de se désengager de ces dispositifs. Enfin, je tiens à souligner l'importance de l'organisation des accueils du matin et du soir.

Le nombre de familles concernées par cette politique n'est pas négligeable. On peut même penser que des personnes sont maintenues dans leur emploi indirectement par ce dispositif et, contrairement à certains esprits quelque peu pessimistes, j'aimerais dire que le développement économique de notre ville est en marche, comme diraient certains il ne s'arrête pas. Développer économiquement, c'est promouvoir notre ville, c'est accompagner concrètement et jusqu'au bout les porteurs de projets, c'est susciter les initiatives avec nos partenaires institutionnels, c'est offrir du service à nos habitants là où nous pouvons être. Je pense là à la série de commerçants et de professionnels que nous avons accompagnés et que nous continuons d'accompagner.

L'action continue également dans le domaine associatif, dans le domaine sportif, avec la livraison du stade Jean Bouin, au bénéfice de tous, les scolaires et les associations.

La vie culturelle, au travers du conservatoire, de la médiathèque, et j'en oublie, permet la rencontre, le développement personnel, l'émancipation et c'est, je crois, notre credo : permettre à l'individu, permettre aux familles de s'émanciper, de s'arracher en partie à leur propre déterminisme.

Faire vivre les pratiques sociales et associatives, la vie civique au travers d'actions citoyennes, c'est jeter des ponts entre les différentes composantes de notre ville. Tout cela est fait pour lutter contre toutes les formes d'inégalités sociales, contre la relégation, contre la rupture sociale, pour permettre de susciter dans notre ville à chaque fois la fraternité et pour libérer les individus, dans la mesure du possible, des contraintes de la vie.

Tout cela constitue un projet politique, qui est le nôtre et qui est à l'œuvre au moment où je vous parle. Il ne s'agit pas pour nous de le contourner, de le renier mais de le vivifier, de le renforcer, de le faire réussir.

L'expérience politique que Malika et moi-même vivons depuis le début du mandat nous a beaucoup appris sur l'humilité que nous devons avoir dans l'action publique. Nous avons compris également que le mandat que nous avons reçu n'était pas simplement un mandat de gestion mais aussi et surtout un mandat politique.

C'est pourquoi nous pensons que la politique, telle que nous la concevons, ne se résume pas à allonger des plus ou des moins, et surtout des moins, depuis le début de ce mandat, mais à préconiser, à décider collectivement, à faire des choix courageux, à conduire des politiques responsables et durables dans nos délégations respectives, à nous confronter à la réalité des choses, et notamment à la réalité des baisses budgétaires, à ne pas céder à ce diktat.

Il ne s'agit pas, pour nous, de nous complaire dans la crise et de répéter, tous les ans, le même scénario. Nous pensons que ce débat doit être mené sereinement, avec la volonté de réussir et cette situation exceptionnelle nous pousse à nous réinterroger sur ce qui nous définit, sur ce que nous sommes, sur notre identité sociale et politique, à savoir pourquoi, exactement, nous nous battons, pourquoi nous sommes là, en quoi nous pouvons être utiles, à savoir pourquoi la dignité, la justice, la fraternité et la liberté résonnent aussi fort dans notre cœur. Au nom du groupe Union pour une écologie solidaire, je vous remercie de votre attention

M. le Maire : Merci. Nous voici arrivés au terme des interventions des uns et des autres.

Quelques mots pour vous remercier tous, chers collègues, pour la qualité de vos interventions pour, aussi, la clarté de vos propos des uns et des autres. Cela étant, j'ai entendu un certain nombre de choses. J'ai entendu notamment « grosse imposture », j'ai entendu « décision inefficace », j'ai entendu « collectivité doit faire des efforts ».

Pour ma part, je pense qu'il y a eu des efforts fortement engagés, cela a été souligné par beaucoup de vos interventions, sur notre capacité de gérer et de répondre aussi aux habitants dans un esprit de responsabilité et de rigueur. Je pense que nous avons fait ce travail et que nous le poursuivrons, que cela a été exprimé et suffisamment dit.

« Imposture », quand même, Madame Baron, est-ce que le groupe et l'école Mandela pour les enfants est une imposture ? Est-ce que la réfection du stade Jean Bouin pour l'ensemble des sportifs, qui avaient envie depuis des années que ce stade puisse être de grande qualité, est une imposture ? Est-ce que les places en crèches que nous avons développées,

comme cela a été mentionné dans deux ou trois interventions, et l'arrivée de la crèche Tony Lainé, sont des décisions inefficaces ? Il faudra le dire à ceux qui vont investir ces lieux.

Voilà la décision que nous prenons dans notre PPI sur les installations et les nouveaux équipements, je pense notamment aux convisports, au travail partenarial fort qui s'est instauré ces dernières années avec Voies navigables de France et Port autonome de Paris pour reconquérir nos berges. Il me semble que ce sont des choses importantes, qui sont signes de votre volonté d'investir fortement pour cette ville.

Oui, c'est vrai, il y a des choix que nous aurions pu faire par le passé et que nous sommes aujourd'hui obligés d'assumer. Nous ferons en sorte, dans le cadre des investissements à venir, que les choses s'améliorent. Bien évidemment, je suis comme vous, je ne supporte pas que la moitié ou un quart de la ville soit parfois dans le noir parce que nous avons aujourd'hui des équipements défectueux et obsolètes et qu'il faut, en effet, tout changer. C'est pour cela que nous allons avoir un plan d'investissement audacieux sur l'ensemble de l'éclairage public, pour ne donner que cet exemple. Je prends acte, moi, de la volonté d'engagement fort de l'ensemble de la Majorité municipale pour s'inscrire dans une ville durable, engagement fort pour l'espace public.

Je note aussi l'investissement de chacun des membres de la Majorité dans leurs secteurs respectifs auprès des services et je pense que c'est ainsi qu'il faut continuer à travailler, non seulement pour le budget 2017 mais pour toute l'année à venir.

Monsieur Panetta, vous parliez tout à l'heure d'identité heureuse. Je subodore qui a pu dire cela, un ex candidat à la candidature, mais j'ai envie de vous dire que oui, nous sommes heureux aussi, et même fiers de notre identité et de cette Gauche qui est engagée sur la commune. Elle peut avoir des débats avec des choix, sur le plan national, qui nous dépassent, mais je crois qu'ici, nous sommes une gauche solidaire, entre nous mais aussi pour la population et c'est bien ensemble que nous engagerons les dépenses nécessaires au service des Choisyens.

C'est un dont acte pour ce débat puisque nous n'avons pas à voter le Débat d'Orientations Budgétaires.

Peut-être un point d'information pour les personnes présentes dans la salle. Mon ami Ali Id Elouali a fait part du prix de 14 euros des repas. Je rassure tout le monde : les enfants ne vont pas au restaurant gastronomique pour 14 euros. Cette somme ne représente pas que le prix des repas, c'est le prix global qui prend en compte à la fois les frais du personnel, des fluides, des investissements et aussi le coût de la pause méridienne, de nos animateurs. C'est tout ce qu'il y a autour du temps du repas. C'est important parce que si la presse est présente dans la salle, elle pourrait dire que le prix du repas pour les jeunes Choisyens est important.

Cela étant, la question est posée de l'amélioration de la restauration, du producteur aux « consommateurs » que sont ceux qui consomment nos 3 500 repas, et nous avons une volonté très forte d'amélioration dans laquelle nous allons nous engager.

Nous poursuivons les délibérations. Je donne la parole à Monsieur Tisler pour la décision modificative sur le budget principal, et je propose que vous nous présentiez aussi le budget annexe des parkings et la subvention d'équilibre au budget annexe des parkings, que je ferai voter, évidemment, de manière individuelle.

→ **5. Décision modificative n°1, exercice 2016 Budget principal**

→ **6. Décision modificative n°1, exercice 2016 Budget annexe des parkings**

→ **7. Subvention d'équilibre 2016 au Budget annexe des parkings**

M. Tisler : Merci, Monsieur le Maire, je serai bref car nous avons à délibérer sur une décision modificative d'ajustement sans point vraiment sensible, mais cela ne m'empêchera pas de souligner l'excellent travail préparatoire de notre Directeur général et de notre service financier. Je le fais habituellement et ce ne sont pas des paroles convenues. Cela correspond effectivement à un travail de grande qualité qu'ils fournissent.

Sur la DM, notons tout d'abord qu'elle amène notre budget principal, c'est-à-dire BP plus BF plus DM à un montant de 124 685 487,18 euros, avec une section de fonctionnement un peu sensiblement supérieure à l'imposition de Madame Bettencourt, je suis désolé de le dire ici, qui s'équilibre à 77 995 757,11 euros et une section d'investissement qui s'équilibre à 46 689 730,07 euros. Nous nous rapprochons donc sensiblement des chiffres que nous retrouverons au compte administratif 2016.

Pour la section de fonctionnement, elle est équilibrée à 22 910 euros en dépenses et en recettes. Les dépenses de fonctionnement comprennent un ajustement de notre FCCT – notre discussion sur la CLECT nous a amené à repréciser ce dont il s'agissait – qui concerne la contribution eaux pluviales à reverser au Territoire alors que la Ville versait précédemment cette somme par le biais de sa subvention d'équilibre au budget annexe assainissement lorsqu'il existait encore, c'est-à-dire jusqu'à fin 2015.

Elle comprend également un ajustement de la subvention d'équilibre des parkings, un ajustement du paiement des intérêts de la dette. C'est en fait, et chacun doit bien le comprendre, une minoration des dépenses prévues, donc une économie de 26 590 euros – c'est le « - 26 590 euros » qui figure sur votre note explicative – qui montre bien notre souci de retravailler perpétuellement notre gestion de la dette et, non, Madame Baron, le taux des intérêts variables n'est pas excessif dans notre portefeuille d'emprunts actuels.

Enfin, figure l'intégration au budget des deux dernières décisions prises en Conseil Municipal concernant une subvention destinée à trois villes kurdes d'une part et une subvention pour Haïti d'autre part.

Pour ce qui est des recettes de fonctionnement, la SEMORLY ayant été dissoute, la Ville perçoit de ce fait une recette dans chacune des sections. La recette de fonctionnement se monte à 22 910 euros et correspond à ce que l'on appelle un boni de liquidation, c'est-à-dire le partage de l'actif net de la structure à l'instant de la liquidation, actif réparti équitablement entre chaque membre.

Je vais tout de suite parler de la recette d'investissement, qui correspond à la liquidation de la SEMORLY. Elle se monte à 20 000 euros et correspond à la rétrocession à la municipalité de Choisy-le-Roi de la valeur des 400 actions que la Ville avait achetées à la création de la SEMORLY, pour une valeur unitaire d'actions de 50 euros.

Chacun se rappellera que la SEMORLY est une société d'économie mixte et qu'elle était donc également constituée d'un portefeuille d'actions. En tout, la Ville récupère donc 42 910 euros après la liquidation de la SEMORLY.

La section d'investissement est équilibrée à 15 981 872 euros en dépenses et en recettes. Pour ce qui est des recettes d'investissement, outre la recette provenant de la liquidation de la SEMORLY, vous y trouverez un ajustement du montant de l'emprunt, de -20 000 euros. Il s'agit donc encore une fois d'une minoration de recette qui signifie donc un moindre recours à l'emprunt que ce qui était prévu au budget primitif. De ce fait, notez que le recours à l'emprunt après la décision modificative se monte donc à 4 553 334 euros en investissement pour 2016 et que l'annuité des intérêts de la dette se monte à 883 410 euros sur la section de fonctionnement.

Pour conclure sur la section d'investissement, vous remarquez une écriture comptable très importante, puisqu'elle s'élève à 15 981 872 euros, aussi bien en dépense qu'en recette d'investissement. Elle nécessite donc une explication. La ZAC du port, ainsi que la médiathèque, étant considérées comme deux opérations totalement achevées en 2016, il convient donc maintenant de les intégrer dans notre patrimoine, en totalité pour ce qui est de la médiathèque et à la hauteur de notre participation à l'aménagement pour ce qui est de la ZAC.

Cette intégration impute donc les recettes à la ligne budgétaire 238 et les dépenses à la ligne 21318 pour ce qui est des bâtiments et à la ligne 2113 pour ce qui est des terrains aménagés dans le cadre de la ZAC.

Je terminerai très vite par la DM sur le budget annexe des parkings. J'ai déjà mentionné que la DM portant sur notre budget principal rajoute 15 000 euros à la subvention d'équilibre du budget annexe des parkings dans les recettes de fonctionnement.

On y intègre également des remboursements d'assurance pour des dégâts liés à la crue, pour 84 000 euros alors que dans les dépenses d'investissement, on intègre les montants de travaux liés eux aussi à la crue pour 40 000 euros. Je rappelle que cela concerne bien évidemment les parkings.

Notons également des ajustements à la baisse du recours à l'emprunt, ce qui minore les dépenses de fonctionnement pour les intérêts et les dépenses d'investissement pour le capital. La décision modificative du budget annexe des parkings s'équilibre donc à 79 100 euros.

Il conviendra bien évidemment en 3^{ème} notice de délibérer également sur la subvention d'équilibre sur laquelle j'ai donné quelques explications. Je vous remercie de votre attention.

M. le Maire : nous allons reprendre point par point. Y a-t-il des demandes d'intervention sur la décision modificative concernant le budget principal ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : nous allons nous abstenir sur cette décision. Nous voterons le budget des parkings.

Par contre, nous sommes un peu choqués par l'un des points de la décision modificative, à propos de la SEMORLY. J'en suis d'autant plus navré que j'essaie dans la mesure du possible d'avoir les rapports les plus cordiaux avec tout le Conseil Municipal, au-delà de nos différences politiques. Malheureusement, lorsque je vois des choses comme cela, je ne peux m'empêcher de m'interroger.

Je voudrais ici rappeler que vous nous avez fait voter une subvention, il y a un an ou deux, de près de 100 000 euros, à la SEMORLY, ou même plus, parce que c'était la société qui devait porter le projet des Hautes Bornes. Ce projet a été repris par la SADEV et vous nous avez expliqué que la SEMORLY n'avait plus les épaules assez solides pour porter ce projet.

En effet, avec un capital de 60 000 euros, on ne peut pas aller bien loin. Je vous avais donc demandé pourquoi avoir fait ce choix.

Ce qui me choque, c'est d'avoir fait ce qui est une dépense pour la Ville, et ne me dites pas que vous avez économisé parce que soi-disant nous avons racheté des études à la SEMORLY. Je suis en effet certain que ces études n'ont pas été réutilisées. Avoir fait faire une dépense conséquente à une société, fût-elle d'économie mixte, qui est mise en liquidation deux ans après – je vous fais grâce des administrateurs à moins que vous ne vouliez le dire – entraîne un conflit d'intérêt à mon sens et je ne peux pas laisser passer une chose comme ça. Notre groupe est vraiment interpellé.

Ce n'est pas possible de donner une telle somme à une société qui se retrouve en liquidation quelque temps plus tard. C'est l'argent des Choisyennes et des Choisyens. Il était prévisible que cette société qui était en grande difficulté serait mise en liquidation. Je pose la question. Nous allons peut-être creuser cela, d'abord parce que c'est notre rôle d'élus. Je ne fais pas de procès d'intention mais je tenais à vous faire part de cet étonnement. Cela pose à tout le moins la question de l'efficacité des administrateurs de cette société d'économie mixte.

Monsieur Digue, vous souriez, je ne veux pas en faire un conflit de personnes et je ne nommerai personne mais c'est quand même préoccupant.

M. le Maire : Pour ces éléments qui sont liés à des réponses techniques et administratifs, Madame la Directrice de l'aménagement.

Mme la directrice de l'aménagement : La délibération de ce soir ne se situe pas dans le cadre du transfert de la ZAC qui avait eu lieu entre la SEMORLY et la SADEV mais est lié ou fait que la Ville avait pris des parts de participation au capital de la SEMORLY, à hauteur de 20 000 euros. La SEM ayant été dissoute, les 20 000 euros d'investissements sont réattribués, investissement sur lequel il y a un boni supplémentaire.

Concernant le volet d'études qui avaient été conduites, de 2004, de mémoire, à 2006, avant la création de la ZAC des Hautes Bornes, la SEMORLY avait été mandatée par la Ville de Choisy-le-Roi pour conduire les études préalables et notamment les discussions longues et fastidieuses avec les frères TANG, les Eaux de Paris, et y compris RTE dans le cadre des lignes à haute tension. Toute une série d'études avaient donc été conduites, dont je ne peux pas préciser aujourd'hui le montant exact que je n'ai plus en tête, mais au moment du transfert de cette ZAC de la SEMORLY à la SADEV, cela a été réintégré dans le bilan de la ZAC. La Ville n'a donc jamais inscrit un budget particulier de crédit d'études. Cela a été réintégré dans le bilan de la ZAC des Hautes Bornes.

M. le Maire : Merci pour ces explications qui, je pense, satisferont Monsieur Panetta, s'agissant de l'explication de vote qu'il avait formulée. Y a d'autres réactions sur le budget principal ? S'il n'y en a pas, je le mets aux voix.

La délibération n°5 est adoptée à la majorité (2 contre, 10 abstentions).

M. le Maire : Merci. Je mets aux voix la décision modificative du budget annexe des parkings.

La délibération n°6 est adoptée à la majorité (2 contre).

M. le Maire : Je mets aux voix la subvention d'équilibre du budget annexe des parkings.

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité (2 contre).

DÉVELOPPEMENT LOCAL – CITOYENNETÉ

→ 8. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, année 2015 et charte européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale

M. le Maire : Vous savez que la loi d'août 2014 nous fait obligation de présenter annuellement, dans le cadre du Débat d'Orientations Budgétaires au Conseil Municipal, la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Nous pouvons à la fois nous féliciter que ce rapport puisse être présenté et nous inquiéter que nous soyons dans l'obligation de le présenter. Cela signifie, en effet, qu'il y a beaucoup à faire encore en la matière. Nous avons donc souhaité, avec Élodie Massé, du fait que ce rapport est présenté une fois dans l'année, qu'il y ait des commentaires sur ce rapport.

En l'absence de Madame Massé, c'est Madame Brahimi qui va nous le présenter avec, je crois, beaucoup de véhémence, de volonté et de conviction.

Mme Brahimi : Élodie Massé ne pouvant pas être présente ce soir, elle a préparé une intervention et m'a chargée de la lire pour elle.

« La municipalité est engagée sur l'égalité entre les femmes et les hommes depuis plusieurs années. Dès 2008, Daniel Davisse, notre précédent Maire, était précurseur puisqu'il avait émis la volonté de dédier une délégation aux droits des femmes afin de renforcer le plan d'action déjà existant sur les violences faites aux femmes.

Dès ce mandat, nous avons souhaité élargir cette problématique à un travail plus global sur la question de l'égalité et nous avons mis en œuvre plusieurs initiatives de sensibilisation, d'éducation, de changement des comportements pour agir au plus près de la population et de ses réalités, et des inégalités auxquelles les femmes se retrouvaient quotidiennement confrontées.

Ce travail s'est renforcé en 2014 avec le changement de dénomination de la délégation et la confiance renouvelée du nouveau Maire, Didier Guillaume, avec l'affirmation qu'il fallait travailler sur l'égalité entre les femmes et les hommes et investir le champ intégral de ce sujet transversal dans toutes les politiques publiques.

En effet, si la question des violences faites aux femmes est malheureusement encore une question majeure en France et aussi à Choisy-le-Roi, nous nous efforçons de travailler en amont et en aval de ce mal qui ronge notre société. Lorsque nous avons voulu nous atteler à ce sujet, il est très vite apparu qu'il ne concernait pas uniquement les femmes victimes de violences de la part de leur conjoint – ou de leur conjointe – mais qu'il s'agissait bien d'une accumulation de faits qui allaient au-delà de la personne physique et/ou de la victime.

Ainsi, appréhender la question des femmes uniquement par le prisme de la question des violences nous amener à ne pas traiter fondamentalement la question de l'égalité entre les femmes et les hommes, mais à nous focaliser sur une seule partie du problème.

La première loi globale en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, portée par la ministre Najat Vallaud-Belkacem, dite loi du 4 août 2014, a eu pour ambition d'impulser une nouvelle génération de droits, les droits à l'égalité réelle et concrète. Cette loi porteuse de nombreuses dispositions relatives à l'égalité professionnelle, à la parité, à la lutte contre la précarité, contre les violences faites aux femmes, contre les atteintes à la dignité, pour la réaffirmation du droit à disposer de son corps, démontre la volonté d'impliquer la société dans son ensemble.

L'article 61 prévoit que les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants présentent, préalablement au débat sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire, les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Il est donc aujourd'hui obligatoire pour nous de vous rendre compte du travail de ces huit dernières années et de mettre la lumière sur les nombreuses initiatives portées par une administration qui a mis toute son énergie à faire émerger cette délégation.

Le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'année 2015 présente la situation au sein de notre collectivité, les actions menées et les enjeux pour notre collectivité pour atteindre l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Les conditions générales d'emploi montrent que notre collectivité emploie sur des postes permanents 60 % de femmes contre 40 % d'hommes.

On observe aussi que sur l'ensemble des trois catégories, les femmes sont majoritaires puisqu'elles sont 66 % en catégorie A, 55 % en catégorie B et 60 % en catégorie C.

Certaines filières sont encore aujourd'hui genrées, dans un sens comme dans un autre, puisque la filière médico-sociale est composée à 100 % de femmes et que la filière technique est majoritairement constituée d'hommes, à 79 %. Les filières techniques et de l'animation sont relativement équilibrées.

Concernant l'âge des agents, nous sommes dans la même configuration que les collectivités de notre taille et de structure équivalente. L'âge moyen est sensiblement similaire, 43,68 ans pour les femmes et 43,40 ans pour les hommes.

Les rémunérations sont référencées dans un tableau et l'on peut noter qu'il y a des différences entre les femmes et les hommes malgré les grilles indiciaires. Cela peut s'expliquer par la proportion de femmes à temps partiel, avec, donc, une incidence sur leur pension de retraite. Elles prennent plus souvent, aussi, un congé parental que les hommes, ce qui a une incidence sur le déroulé de leur carrière et les différences peuvent aussi venir du régime indemnitaire. La filière technique, en effet, est plus favorable que la filière administrative ou la filière médico-sociale par exemple.

La municipalité a été pionnière dans son orientation politique sur l'égalité entre les femmes et les hommes, en donnant la priorité à la déconstruction des stéréotypes auprès du jeune public et en axant son action sur les élèves de maternelle et de primaire en faisant le pari de semer les graines d'une nouvelle génération qui saurait remettre en question les préjugés que la société pouvait lui renvoyer et s'inscrire dans une voie plus juste, garante d'une cohésion sociale et d'un collectif humaniste.

Les politiques pour l'égalité femmes/hommes ont pour enjeu de favoriser la culture de l'égalité, de mettre en place des actions spécifiques visant à répondre au mieux aux principes de l'égalité et améliorer les conditions des femmes dans la société, de parvenir à une meilleure coordination auprès des partenaires et permettre à la Ville de rendre visible l'égalité dans les politiques.

Elles se traduisent par différentes actions menées durant ces dernières années, qui tendent à remplir ces objectifs tant par des initiatives ponctuelles – rencontres publiques pour sensibiliser et informer sur les questions de l'égalité, semaine féminin-masculin, soutien aux structures locales agissant pour l'égalité, événements autour de la journée du 25 novembre, participation au dispositif régional Jeunes pour l'égalité – que par des initiatives de fond –

pédagogie active égalitaire en direction des plus jeunes, par exemple ateliers spécifiques au sein du Conseil citoyen des enfants, formation des agents.

La mise en œuvre de ces politiques d'égalité est cependant conditionnée par différents facteurs qui se doivent d'être maintenus :

- la nomination d'une élue qui veille à l'intégration de l'égalité femmes/hommes dans les politiques conduites ;
- la conception et le suivi de la mise en œuvre d'un plan d'action sur l'égalité femmes/hommes demande du temps et nécessite qu'un agent y travaille : actuellement un chargé de mission y consacre une partie de son poste ;
- l'existence aussi d'un budget dédié : le fait de disposer d'un budget dédié permet de ne pas dépendre d'autres directions pour mettre en œuvre des actions dans l'objet principal est l'égalité femmes/hommes ;
- un appui, aussi, sur des cadres existants, par exemple les réseaux locaux, le centre de ressources Hubertine Auclert, afin de disposer d'outils et d'apports méthodologiques, ainsi que de l'expérience d'autres villes.

Cette feuille de route ne pourrait se réaliser sans les femmes et les hommes qui travaillent au quotidien dans la collectivité et sans les impulsions du Directeur général des services et de Monsieur le Maire. Ils sont les responsables de la cohésion au sein de l'administration, pour l'un, et au sein de la Majorité, pour l'autre. Tous deux sont les garants principaux des prochaines actions qui se mettront en place et de la réussite.

Elle prendra corps avec la signature de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale et affirmera notre volonté politique d'intégrer cette conception de l'égalité de manière transversale dans une démarche globale et concrète. »

Voilà les quelques mots que Madame Massé avait préparés à l'attention des élus du Conseil Municipal et je vous invite donc à adopter cette Charte européenne.

M. le Maire : Il y a en effet deux choses. Il y a un dont acte sur le rapport, et nous vous proposons, à cette occasion, de nous engager à signer la Charte européenne. J'ai une demande d'intervention. Madame Baron.

Mme Baron : j'aimerais dire quelques mots à ce sujet car c'est bien d'en parler une fois par an mais en pratique, au quotidien, il faut le faire.

La loi du 4 août 2014 – défense des droits à l'égalité réelle et complète – a deux faces. Un côté négatif : c'est qu'elle ne sera pas appliquée. Le côté positif, c'est qu'elle a le mérite que des gens se sont appliqués à reconnaître l'existence de ces problèmes sociétaux et à admettre qu'ils portent atteinte à la dignité de la personne.

L'article 61 prescrit de présenter en préalable au débat sur le projet de budget un rapport sur la situation femmes/hommes dans le fonctionnement de la collectivité. C'est une grande avancée mais cela sera-t-il appliqué ? Concrètement, de quoi s'agit-il ? Lorsque l'on parle du droit de la femme, on parle souvent de la différence des rémunérations entre les hommes et les femmes, ce qui est vrai. On parle également du travail à temps partiel, plus fréquent pour les femmes, des congés parentaux, qui impactent d'ailleurs plus les femmes et leur déroulé de carrière ainsi que leur retraite. On parle aussi, malheureusement, de la violence faite aux femmes mais on sait bien qu'en dehors de ces inégalités visibles, il y a un problème plus subtil de comportements vis-à-vis des femmes qui ne favorisent pas l'égalité homme/femme.

J'en veux pour preuve, très souvent, ce que l'on vit en ce moment, par exemple, sur des agissements inadmissibles que nous voyons au quotidien. C'est vouloir contrôler l'autre,

avoir de l'emprise. C'est insupportable. On élève la voix vis-à-vis d'une femme quand on n'a pas d'autre argument. Nous, nous voulons simplement une représentation équilibrée, ni plus ni moins. Quand je parle au Conseil Municipal, je suis simplement dans mon rôle d'opposante. Ce n'est pas une femme qui parle, je suis dans mon rôle, sinon je serais uniquement « béni-oui-oui ». Donc pas de victimisation mais il est à mon avis indispensable de retenir que l'égalité homme/femme est simplement et avant tout un devoir démocratique et que c'est tout simplement l'humain qui doit compter.

Nous prenons acte, donc, et approuvons la Charte européenne, qui n'est pas obligatoire mais qui pourrait contribuer à améliorer les rapports hommes/femmes au quotidien et je souhaite, même en son absence, féliciter Madame Massé pour sa constance à défendre les droits des femmes et pour sa contribution dans ce rapport qui nous a été présenté. Merci, Madame Brahimi.

M. le Maire : Y a d'autres demandes d'intervention ? Madame Brahimi.

Mme Brahimi : Je veux également remercier Madame Baron, lui dire qu'elle est évidemment une élue et une femme et que lorsque je lui réponds, je suis une élue et une femme, c'est comme cela.

Je vous ai trouvée bien pessimiste lorsque vous dites que les lois ne sont pas appliquées. La preuve en est que ce soir, nous présentons un rapport qui est bien issu de cette loi. Je pense que, de votre côté, en tant qu'élue et militante politique vous devez aussi agir au quotidien pour faire progresser les droits des femmes.

Dans les partis politiques au sein desquels vous militez ou dans le parti où il y a, aujourd'hui, des tentatives de recul sur le droit des femmes à disposer de leur corps, je pense que vous pouvez faire jouer votre influence pour que toutes ces tentations régressistes ne voient pas le jour. Je transmettrai donc à Madame Massé vos remerciements pour la qualité de son rapport.

M. le Maire : Merci, Madame Brahimi. Je pense qu'en effet, même si dans la commune nous ne sommes pas parfaits, nous contribuons, pour ce qui nous revient, à travailler à cette démarche d'égalité et nous avons la volonté d'être dans une culture de l'égalité. Nous avons à poursuivre notre travail avec le plan d'action et pour moi, en effet, ce n'est pas un sujet mineur, puisqu'il est fait état de réflexions, notamment au moment des ateliers citoyens pour l'élaboration du projet de Ville où c'était venu de manière très importante, à la fois de la part des agents communaux et de la part des citoyens.

Je ne peux qu'aller dans le sens de Madame Brahimi à travers les propos qu'elle évoque. Je me rappelle, même si bien évidemment j'étais jeune, du combat de Madame Veil dans une période qui n'était pas aisée pour elle, et je pense que ce combat, nous devons l'avoir en tête, même dans les échéances électorales. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Puisque tout le monde fait des remarques, on ne peut pas résumer ce qui vient d'être dit à un parti. C'est simplement l'émanation de quelques personnes qui prennent du poids dans notre pays, je dirais même en Europe et dans le monde, et qui peuvent en effet essayer de prendre en otage des élus, cela aussi bien à gauche qu'à droite.

Pour revenir sur les propos précédents concernant la liberté – liberté, égalité, fraternité – jamais je ne dérogerai à cela. Nous n'allons pas refaire tout le Conseil Municipal mais c'est pour cela que lorsque Monsieur Ennaoura parle de tel maire qui a dit ceci, ce n'est pas parce qu'il est de droite, Monsieur Ennaoura, que je partage ce qu'il a fait. Je suis très heureux que nous ayons échappé à ce type comme Premier^r ministre, parce que c'est lui qui a édicté les baisses des dotations globales dans les collectivités mais maintenant qu'il est soi-disant

maire, il dit que ce n'est pas bien. En ce qui me concerne, des hommes politiques comme cela, de quelque bord qu'ils soient, je m'en passe.

Nous avons un devoir de vérité dans ce Conseil Municipal, j'ai toujours fait preuve de vérité et d'objectivité et j'invite la Majorité municipale à faire de même.

Pour revenir sur le débat qui nous préoccupe, toutes ces lois sur l'égalité hommes/femmes sont un mal nécessaire. Indéniablement, depuis que ces lois existent – et elles sont effectivement appliquées, sinon nous n'en débattrions pas ce soir – cela se vérifie dans beaucoup de corps professionnels et aussi en politique, même si cela pourrait aller plus vite. Mal nécessaire, pourquoi ? Pour ma part, je ne suis pas choqué de travailler dans un groupe où les femmes sont majoritaires. Nous qui faisons de la politique, nous avons tous cette difficulté lorsque nous composons des listes, par exemple, d'éliminer une femme extrêmement capable ou un homme extrêmement capable parce que nous devons respecter strictement la règle 1 homme/1 femme/1 homme/1 femme. Je pense que de temps en temps nous pourrions un peu déroger, avec l'espoir que cela ne remette pas en cause les avancées. Je suis d'ailleurs ravi et bien souvent je préfère travailler avec des femmes qu'avec des hommes – c'est un avis personnel. Dans le domaine juridique, par exemple, il y a actuellement plus de juges femmes que de juges hommes. Dans l'Éducation nationale, il y a plus de femmes que d'hommes et ce n'est absolument pas gênant.

Ce que j'espère, c'est que toutes ces lois, au bout d'un moment, parviendront à permettre une stricte égalité hommes/femmes mais que les postes soient distribuées non pas en fonction de cette égalité mais en fonction de la compétence de chacun et de chacune. Et s'il y a plus de femmes, eh bien, tant mieux.

M. le Maire : Monsieur Panetta, vous m'avez pris ma conclusion !

M. Panetta : C'est peut-être un avant-goût de 2020...

M. le Maire : Ce qui doit être le moteur de l'égalité, ce ne doit être ni le sexe, ni l'origine, mais la compétence. Si nous sommes d'accord, nous allons pouvoir passer au vote.

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Nous allons passer à la 9^{ème} délibération. Nous allons essayer d'aller plus vite mais c'est le principe, aussi, du débat démocratique.

COMMERCES

→ 9. Approbation de l'avenant n°2 à la convention de partenariat relative au versement de la subvention annuelle de fonctionnement à l'Association de valorisation des entreprises et des commerces choisyens (AVECC)

M. le Maire : Vous vous souvenez que l'avenant qui fait l'objet de cette délibération est celui que nous avons évoqué lors du dernier Conseil Municipal et qu'une intervention nous avait proposé de reporter parce qu'il y avait besoin d'éléments complémentaires. Ces éléments complémentaires vont vous être donnés par Monsieur Ennaoura et je pense que nous pourrions ensuite passer au vote.

M. Ennaoura : Je vais prendre un peu de temps, Monsieur le Maire, pour répondre aux objections qui ont été avancées par Monsieur Panetta.

Sur l'interpellation de l'Opposition, et notamment de Monsieur Panetta, il a été question lors du dernier Conseil Municipal du 16 novembre 2016 de plusieurs problèmes dits « techniques » pour voter la délibération concernant la dernière tranche de subvention que nous accordons à l'Association de valorisation des entreprises et des commerces choisyens (AVECC). Dans un esprit d'ouverture et de transparence, le Maire a accordé un report de cette délibération à des fins de vérification.

Voici la réponse de la municipalité aux différents points d'objections que vous avez soulevés. La première objection était que dans une charte il était mentionné que la Ville ne pourrait accorder de subvention qu'à une seule et même association. Nous avons recherché, et dans les procès-verbaux du comité de pilotage Commerces qui s'est tenu en mars 2005 et de l'AG constitutive de l'AVECC – vous étiez certainement là, comme vous l'avez suggéré lors de la conférence des présidents – à aucun moment il n'est fait mention de cette charte et nous n'avons trouvé aucune trace de celle-ci.

En revanche, il est évoqué dans les documents dont nous disposons le fait qu'à l'époque, le regroupement des associations de commerçants existantes aurait pour avantage d'avoir un impact plus important mais aussi de permettre d'avoir un cadre habilité à recevoir les subventions et à conduire des actions.

Toujours dans cette même objection, vous avez relevé l'apparition d'une nouvelle association de commerçants, qui s'appelle l'ACAC, association que nous recevrons prochainement. Aujourd'hui, je tiens à vous le dire, nous n'avons pas de religion en la matière. Ce qui compte pour la municipalité est la richesse et la pertinence des projets de dynamisation économique mis en place et au service des Choisyens et des Choisyennes.

Votre deuxième objection concerne la légitimité du président de cette association. Vous avez dit qu'il était question du fait que les gens devaient tous être réellement commerçants. Or actuellement le président n'est plus commerçant. Toutefois, lors de l'AG constitutive en 2005, il n'est pas fait mention de cela. Il est écrit : « sont membres actifs ceux qui ont pris l'engagement de verser annuellement la cotisation fixée chaque année par l'assemblée générale » et « l'association est dirigée par un bureau de membres élus pour deux ans par l'AG. Les membres sortants sont rééligibles. » Le premier bureau de l'époque comprenait Monsieur Sa., Monsieur F. ainsi que Monsieur B., et Monsieur Se. faisait partie du bureau.

Concernant la troisième objection, qui porte sur le caractère inamovible de son président, le bureau est renouvelé tous les deux ans lors d'une assemblée générale extraordinaire et les adhérents sont conviés chaque année à l'assemblée générale ayant lieu habituellement en début d'année. Depuis 2011, monsieur Se. a proposé à trois reprises de changer de bureau ainsi que la présidence de l'association et il n'y a jamais eu aucune autre candidature que la sienne. Toutefois, depuis 2014, des vice-présidences par quartier ont été votées par les adhérents.

Enfin, le dernier point que vous avez évoqué est que cette association thésauriserait, mais j'aimerais rappeler qu'elle dépense bien plus que ce qu'elle reçoit. Sur cette année, l'AVECC a dépensé exactement 7 800 euros, mais je vous accorde que cette association dispose d'une trésorerie importante, perçue notamment lors de l'arrivée du centre commercial Thiais-Village. Altaréa avait versé en dédommagement une somme de 50 000 euros à l'association. Il reste aujourd'hui à peu près 25 000 euros dans les comptes.

Ce montant aurait dû servir aux dépenses d'investissement en lien avec le Fisac et cela n'a pas pu se faire. C'est pourquoi j'ai rencontré récemment son président et je l'ai invité, au nom de la municipalité, à s'engager plus en avant et à investir notamment dans une signalétique commerciale. La municipalité, je tiens à vous le dire, a été entendue car le

partenariat, c'est aussi dans les deux sens. Nous avons été entendus sur un projet qui devra voir le jour très prochainement et qui sera présentée par son président. En outre, j'ai proposé à son président d'impulser une nouvelle dynamique en associant les commerçants par quartier afin qu'ils puissent être forces de propositions et accompagner dans l'organisation d'événements.

Il est donc demandé au Conseil, dans le cadre de cette délibération, d'approuver la convention de partenariat avec l'association AVECC ainsi que le versement de la subvention pour l'année 2016, qui s'élève à 2 440 euros c'est-à-dire le montant de l'adhésion multiplié par 61 adhérents et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

M. le Maire : Je vous remercie, Monsieur Ennaoura, pour l'ensemble de ces explications. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je tiens à répondre précisément à ce que vient de dire Monsieur Ennaoura, dont le dernier point me paraît tout bonnement scandaleux parce que cela dépasse ce que je pensais. Il y a bien plus de 6 000 euros puisque vous m'avez dit que l'association avait 25 000 euros de trésorerie et je vais vous rappeler quelques règles en matière de subvention lorsqu'il s'agit d'association loi 1901.

Vous dites tout d'abord que vous ne trouvez pas la charte qui fait état de cela. Je peux vous certifier, je retrouverai cette charte et vous le dites, puisque nous avons demandé que les associations existant à l'époque se regroupent – nous interrogerons la personne de la chambre des commerces qui était présente – notamment pour toucher les subventions lors de la création de Thiais-Village. Même si vous n'avez pas retrouvé, je veux bien vous croire lorsque vous dites que cela n'est pas signifié précisément, alors que ça l'était. Si on a demandé aux associations de se regrouper, c'est parce qu'il était entendu que l'on ne verserait, dans un but d'efficacité, cette subvention – importante à l'époque, puisqu'elle dépassait les 50 000 euros, répartis sur cinq ans – qu'à condition qu'il y ait une seule association.

À la limite, ce n'est pas le point le plus important mais cela permet de toute façon d'éclaircir. Si j'ai posé ces questions, qui concernent le passé, c'est pour éclaircir l'avenir. Nous allons donc parler de l'avenir. Aujourd'hui, il y a une deuxième association, demain il y en aura peut-être une troisième. J'ai porté ces questions pour savoir si les autres associations pouvaient être subventionnées et surtout, pouvaient mener des actions sur Choisy-le-Roi puisque jusqu'à présent, les commerçants qui s'étaient regroupés pour faire des actions se sont vus refuser la possibilité de le faire puisqu'on leur a répondu que cela devait passer par AVECC. C'est le point essentiel : est-ce que d'autres associations de commerçants sur Choisy-le-Roi peuvent s'organiser ?

S'agissant du caractère du président, je ne fais pas du tout un conflit de personnes du fait qu'il soit toujours président, bien que ce soit complètement en opposition avec ce qui régit les associations loi de 1901. Ce n'est pas une excuse que personne ne veuille se présenter. Le bureau doit être renouvelé, le président doit être changé. Là encore, de toute façon, ce n'est pas le point essentiel. L'essentiel est qu'il y a des commerçants qui m'interpellent parce que vous n'ignorez pas que M. Se. était sur ma liste – lorsque moi-même je vous ai dit que quelque chose n'allait pas, vous me l'avez très gentiment fait observer – et je n'aime pas être pris entre le marteau et l'enclume. Je garde mon respect à Monsieur Se. mais nous pouvons nous expliquer sur les actions menées. Lorsque des commerçants me disent qu'ils ne peuvent pas agir, ils veulent une réponse et nous avons cette réponse ce soir. Elle peut être officielle au Conseil Municipal. Donc s'il y a une autre association, cette association pourra organiser, pourquoi pas une brocante, c'était le but de certains commerçants dans la rue Anatole France. Cela leur avait été refusé et j'ai trouvé ce refus très dommageable.

L'autre point très important et qui est scandaleux : comment pouvez-vous verser une subvention de 2 500 euros à une association qui a en trésorerie 25 000 euros ? Je vous signale que le but de cette association est de valoriser le commerce et d'aider les commerçants. Cela veut dire que l'argent doit être employé à cela et dépensé, surtout – et je pense que c'est attaquable – si vous versez une subvention à cette association. Je voulais m'abstenir. Apprenant cela, je voterai contre et je demande à mon groupe de voter contre parce qu'on ne peut pas verser 2 500 euros à une association qui n'a pas rempli son objet. Qu'elle finisse avec 1 000 ou 2 000 euros pour des charges qui sont inexistantes, pour pouvoir payer quelques frais de téléphone, etc., c'est normal. Thésauriser 25 000 euros signifie qu'elle n'a pas utilisé l'argent qui lui a été versé du fait de la création de Thiais-Village et de diverses subventions pour aider le commerce choisyen et le valoriser. Ce ne sont pas les actions mentionnées, l'association aurait pu faire beaucoup plus et avait le devoir de le faire parce que l'argent qui lui a été octroyé devait être dépensé. Il y a d'autres associations sur Choisy-le-Roi à qui on a supprimé des subventions, qui n'ont pas un centime et qui ont un effet très bénéfique sur la ville. Par conséquent, je ne peux pas accepter. Je m'en expliquerai avec Monsieur Se. et, quoi que vous fassiez ce soir, je lui demanderai de vider son compte en faveur des commerçants de Choisy-le-Roi, par de la signalétique par exemple. C'est inadmissible ! Une association ne peut pas garder 25 000 euros et demander 2 500 euros de subvention !

M. le Maire : Malgré les explications, nous voyons que nous sommes dans une situation un peu délicate avec l'AVECC. Un engagement est pris devant Monsieur Ennaoura de créer les conditions d'investir sur la signalétique. Je pense que nous devons regarder cela de près et à quelle hauteur l'association AVECC veut investir pour cette signalétique.

Il y avait un projet aussi, qui avait été évoqué ici, sur notamment les marchés de Noël pour voir comment les associations de commerçants pouvaient investir. C'était de leur responsabilité à la fois d'organiser les marchés de Noël, de faire venir des spécialités, etc., et de créer des dynamiques dans différents lieux de la ville. On pouvait imaginer plusieurs espaces. Nous avons aujourd'hui des espaces publics qu'il faut animer. Nous avons dégagé aussi la place de l'église mais nous savons très bien que dans une période de Noël ou de printemps cela peut être un espace agréable. Il y a aussi la place devant la Tannerie et c'est autant d'espaces qui peuvent faire vivre une dynamique de quartier en associant les commerçants.

Nous sommes donc un peu ennuyés par cette situation. Nous avons besoin de prolonger l'avenant mais si nous nous engageons sur cet avenant et que nous le proposons à la délibération ce soir, je pense que cela doit s'adjoindre d'exigences sur la démarche d'investissement et sur un plan de financement et d'actions sur la ville. Il faut que ce soit très détaillé, d'une part sur la signalétique parce qu'il s'agissait d'une demande des commerçants et nous en avons parlé ici en soutien. Je pense que cela fait partie de leur rôle de créer les conditions d'une signalétique opérante permettant aux usagers de savoir où sont les commerçants. Cela constitue aussi une démarche de promotion pour eux. Il y a aussi des initiatives qui créent des conditions d'attractivité pour leurs propres commerces. Je ne vais pas parler des vides greniers, il faut leur proposer d'aller au-delà, sur des actions un peu plus pertinentes.

Comme c'est un avenant, il est compliqué de ne pas le voter. Bien entendu, ce n'est pas exclusif avec l'AVECC et la démarche de la Ville s'ouvre aussi vis-à-vis d'autres associations. Il faut regarder avec quelles exigences.

Est-ce que nous reportons encore une fois le vote sur la base d'exigences, avec un calendrier précis d'engagements ? Nous leur demandons simplement de travailler deux-trois

jours pendant les fêtes pour que cette convention soit représentée le 11 janvier, Monsieur Ennaoura ?

Je ne voudrais pas que nous soyons de nouveau dans une difficulté. En effet, il faut à la fois que nous soutenions cette démarche des commerçants et que nous soyons dans une démarche de vérification des fonds publics qui ont été versés. Si je dis cela – excusez-moi je vais changer de casquette – c'est que nous essayons de vivre cette démarche aussi avec d'autres établissements. Je pense notamment aux collèges, dans le Val-de-Marne, où nous avons été très attentifs aux fonds de réserve parce qu'un certain nombre d'établissements géraient cela – n'y voyez pas de mal – un peu en bons pères. Il y avait un matelas et chaque année des abondements du Département tombaient. Nous ne pouvons plus fonctionner comme cela. C'est un peu cette rigueur de gestion budgétaire que nous devons avoir. Monsieur Ennaoura.

M. Ennaoura : Je rejoins les propos de Monsieur le Maire et je rejoins aussi ceux de Monsieur Panetta. Il faut voir l'avenir. J'ai rencontré cette association et je lui avais proposé de s'engager dans la signalétique commerciale. Cela ne date pas d'aujourd'hui mais déjà du mois de juin. Cela dit, l'association est libre. Dans le cadre du Fisac, il y avait à la fois une contribution de l'association mais également une contribution de la Ville. L'association n'a pas souhaité s'engager dans la signalétique et il n'y a donc pas eu de subvention de l'État.

Il y a néanmoins l'engagement de la Ville, avec la convention. Je n'ai pas de religion sur cette délibération, il faut simplement être en cohérence du point de vue de ce que nous avons signé avec cette association. Son président a été très clair dans l'engagement pour investir dans la ville. Je suis tout à fait d'accord, si le Conseil le souhaite, à ce que l'on reporte, mais sur la base de la présentation d'un projet.

Pour répondre à votre objection sur la multiplicité des associations, nous sommes, bien sûr, ouverts à ce qu'il y ait plusieurs associations. Il faut que vous sachiez que l'idée générale de renégociation de la convention avec l'AVECC est d'aller au-delà des brocantes parce que pour moi ce n'est pas satisfaisant. Les brocantes ne sont pas nécessairement une animation commerciale. Nous sommes donc déjà engagés dans l'esprit d'une redéfinition du partenariat. Mais je laisse Monsieur le Maire décider du report ou non.

M. le Maire : Nous sommes confrontés à un petit problème administratif, que vient de me souffler Monsieur Richard, qui est que la convention prend fin au 31 décembre 2016. Le prochain Conseil Municipal a lieu en janvier 2017, de fait, la convention serait caduque et nous ne pourrions pas être sur un avenant. Soit nous la votons en l'état, mais sous réserve, et nous n'abandonons pas les fonds tant qu'il n'y a pas les garanties nécessaires. Soit nous rendons caduque la convention et nous devons en proposer une nouvelle en janvier. Monsieur Richard.

M. Richard : Une proposition pourrait être que vous validiez en Conseil Municipal la convention qui vous est soumise et que la somme ne soit pas versée immédiatement mais rattachée à l'exercice prochain, ce qui laisserait un peu de temps pour effectuer les vérifications que vous souhaitez avant de verser cette subvention.

M. le Maire : Monsieur Panetta et ensuite Monsieur Tisler.

M. Panetta : Lorsque j'ai dit que cela me scandalise, c'est vrai. Nous n'avons pas de marché de Noël. J'en ai parlé avec le président de l'AVECC et il m'a dit qu'il n'y avait pas les moyens. Je suis désolé ! Bien que la Ville soit obligée de faire des économies, je suis certain que s'il avait mis 20 000 euros sur la table pour faire le marché de Noël, la Ville aurait aidé et nous aurions eu notre marché de Noël. Je lis qu'il propose de faire un marché de Noël dans

la salle du Royal. Qui peut avoir l'idée stupide d'appeler cela « marché de Noël » ? Ce n'est peut-être pas lui, ce n'est pas vous, Monsieur Ennaoura ?

Je suis donc d'accord pour aller dans le sens proposé par Monsieur le Directeur général des services. Je suis d'accord pour que l'on octroie ces 2 500 euros sous condition, soit de la signalétique soit d'autre chose profitable au commerce choisyen, mais qu'il fasse un rattrapage et qu'il dépense au moins 20 000 euros en 2017. C'est de l'argent qui aurait dû être dépensé pour son action. Monsieur Tisler, qui êtes spécialiste des associations, on ne peut pas demander de l'argent alors qu'on en a et qu'on ne le dépense pas pour remplir l'objet dont se prévaut l'association, même s'il a fait ceci ou cela ? Nous sommes tous d'accord ici sur le fait qu'il faut aller au-delà. Un marché de Noël, c'était formidable et il aurait pu aider à hauteur de 15 000 euros, nous aurions pu trouver des sponsors. J'étais prêt à l'aider, je lui ai donné une liste et il m'a dit que ce n'était pas possible parce qu'il n'y avait pas d'argent et que la mairie ne voulait pas. J'en discuterai avec lui.

Je suis prêt ce soir à dire OK si nous donnons ces 2 500 euros, mais je ne vois pas ce qu'il y aurait de scandaleux, s'il a 25 000 euros, si nous ne donnions pas cet argent pour l'année 2016 mais en 2017 s'il a dépensé son argent.

Je ne veux pas refaire le débat du Rucher. Nous avons supprimé la subvention en 2016, il n'a pas un centime en ce moment et ce qu'il fait est très efficace. Je sais que cela bouge et que nous essayons de construire avec Madame Benkahla, de relancer cela en essayant de faire fi du passé et de partir sur des bases concrètes parce que nous avons tous dit à cette association ce que nous pensions.

En comparaison, voilà une association qui a 25 000 euros et qui nous en demande 2 500. Pourquoi faire ? Pour enrichir les banques ?

Je suis prêt à un compromis en disant que nous sommes prêts à verser cette subvention de 2 500 euros en 2017 après un engagement par écrit, chiffré. D'accord pour qu'il garde 3 000 euros pour des petits frais mais il faut qu'il rattrape le temps perdu et que cet argent soit dépensé, soit pour de la signalétique, je ne sais pas combien coûte un panneau...

Dans ce cas je serais d'accord mais il faut que nous puissions vraiment contrôler ce qui a été fait, avec des chiffres et dans ce cas je ne m'y opposerai pas et M. Se. peut rester président, je n'ai rien contre lui personnellement. C'est son action qui laisse à désirer.

M. le Maire : Monsieur Tisler.

M. Tisler : Je vais donner mon sentiment personnel et je vais expliquer le vote que je vais émettre si ce point est maintenu. Je pense que depuis 1995, c'est la première fois que je vais, devant le Conseil Municipal, donner une intention de vote sans m'être concerté avant avec mon groupe, et je prie ses membres de m'en excuser. Je pense qu'ils comprendront mes motivations.

M. le Maire : Avec votre groupe ou avec la Majorité, Monsieur Tisler, en tant qu'adjoint aux finances.

M. Tisler : Ou avec la majorité. M. Panetta, je ne partage pas toutes vos analyses de la loi 1901, vous le savez. Par contre, dans les faits que je viens d'entendre, il y a quelque chose qui me paraît excessivement grave, et d'autant plus que je fais partie des élus, et vous aussi, je pense, qui étaient dans cette même salle lors de l'affaire du Fisac. Je pense que le nœud du problème est quand même là. L'association a reçu une subvention fléchée de la part du Fisac, c'est-à-dire qu'elle était assortie d'un certain nombre de conditions précises. Sous réserve de ce que j'ai entendu, et de la vérité de ce que j'ai entendu, cela me gêne vraiment

d'apprendre aujourd'hui – parce que je pense que la majorité d'entre nous l'apprend aujourd'hui – que cette subvention fléchée n'a pas été respectée par l'association.

C'est pour moi le problème fondamental parce que lorsque nous, en Conseil Municipal, nous avons délibéré sur le Fisac, de mémoire, la Ville a aussi reçu un dédommagement à l'époque, c'était concomitant et elle aussi avait des engagements à tenir. Je le dis d'autant plus et Monsieur T. est là pour en attester que dans une réunion technique que nous avons eue juste avant le Conseil Municipal, la question de la signalétique des commerçants, et Nadine était là aussi, a précisément été évoqué parce qu'elle est notoirement insuffisante à mon sens, je le dis et j'assumerai mes paroles, et cela fait des années que nous le disons. Je trouve donc que cela fait beaucoup pour voter une subvention à cette association pour l'année 2016 et je le dis nettement. Je vous mets en garde, mes chers collègues. Ces faits ont maintenant été évoqués en Conseil Municipal, ce qui n'est pas neutre dans notre prise de position et notre décision vis-à-vis de cette association. Je voterai donc personnellement contre une subvention en 2016 à cette association. Par contre, je peux voter pour un avenant, pour que la convention ne soit pas caduque, mais il faut que l'avenant soit dissocié de la subvention.

Je crois aussi que cet avenant doit vraiment être renforcé sur le fait que les 25 000 euros restants doivent être à 100 % consacrés à la signalétique des commerçants. Je ne vais pas aller chercher d'autres projets, Monsieur Panetta. Nous pouvons donc très bien voter un avenant en donnant mandat pour que cet avenant soit rédigé dans le sens que je propose. C'est là une question de confiance entre nous et je pense que nous pouvons le faire, mais sur la subvention en elle-même, je vous ai exprimé ma position.

M. le Maire : Madame Brahimi.

Mme Brahimi : Je vais être tout à fait brève puisque Monsieur Tisler a exprimé son point de vue. Ce qui me gêne dans cette affaire – et je pense que la totalité des membres du groupe et peut-être même de la Majorité sont un peu sensibilisés sur cette question – est ce trésor de guerre que visiblement cette association a constitué à l'heure des vaches maigres et où l'on serre les budgets partout. Nous le savons, une association n'a pas à se constituer des réserves financières, elle doit consacrer la totalité des subventions qu'elle perçoit aux projets pour lesquels elle est subventionnée. Je rejoins donc la proposition qu'a faite Monsieur Tisler : OK, pour des questions administratives, pour la signature de l'avenant mais les plus grosses réserves sur le versement d'une subvention tant que les choses ne sont pas clarifiées sur ces réserves que cette association a constituées au fil du temps.

M. le Maire : Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Il y a plus d'une révélation ce soir. Cela nous conforte dans la conviction, pour faire le lien avec le débat sur les orientations budgétaires, sur le fait que pour ce bloc – je dis bien bloc et ce n'est pas pour autant qu'il faut jeter l'opprobre sur toutes les associations – il convient, comme vient de le dire Madame Brahimi, en temps de vaches maigres, que tout le monde puisse également participer à l'effort demandé à tous. Je pense donc que mes copines et copains du groupe des élus écologistes ne me contrediront pas si j'appelle à ce que nous votions contre, au nom de tout ce qui vient d'être dit.

M. le Maire : Cela fait deux fois que nous parlons de l'AVECC. Quelle importance a donc cette association pour la Ville ! Cela prend du temps au Conseil Municipal... Au regard des situations administratives, je pense que nous devons voter l'avenant.

Je confirme un peu ce que disait Monsieur Tisler, mais en appuyant sur la démarche, pour éviter quand même la confusion. C'est une subvention privée qu'ils ont reçue, cela n'a rien à

voir avec le Fisac. De fait, le Fisac est tombé puisqu'ils n'ont pas fait le projet, donc ils n'ont pas eu les subventions, d'après ce que j'ai cru comprendre dans ce que disait Monsieur Ennaoura. C'est bien cela ?

M. Ennaoura : Je vais remettre les choses au clair. Ils n'ont reçu à aucun moment une subvention du Fisac puisque cette subvention était liée à la contribution de l'association dans le cadre d'un projet, la signalétique. Ils ne l'ont pas fait, donc ils n'ont pas eu le Fisac.

M. le Maire : Ce sont des fonds autres qu'ils ont reçus du privé. C'est un élément important mais cela n'enlève rien au fait qu'ils disposent d'un petit matelas. Il faut donc, au regard des comptes de cette structure associative, leur faire part de notre volonté de signer, en effet, l'avenant mais aussi du fait que les éléments d'apport budgétaire de la commune sont spécifiquement liés à des projets. Il y a des situations que l'on rencontre dans le milieu associatif ou sportif où, lorsqu'on leur donne 200 ou 300 euros, c'est très important pour eux. Une association sportive serait contente de disposer des mêmes réserves que l'AVECC.

Il faut donc en effet mettre des éléments de rigueur et mettre en place un plan d'engagement vis-à-vis de la commune. Même si nous n'avons pas un droit de regard sur cette subvention privée qu'ils ont reçue, nous l'avons sur la situation économique de l'association. C'est la distinction que je fais. Je vous propose donc de voter l'avenant sans le mettre en lien avec la subvention et sous réserve d'un plan d'engagement et d'investissements sur la commune. Nous n'allons pas revenir sur ce sujet en janvier. Nous sommes bien d'accord sur cette question ?

M. Panetta : Je suis d'accord pour que nous continuions à travailler avec AVECC. Mais il faudra bien voter les 2 500 euros par rapport à ce à quoi ils se seront engagés ?

M. le Maire : Cela, nous le reverrons au cours de l'année 2017 en fonction de l'engagement qu'ils auront pris sur des projets que nous aurons développés avec la commune.

M. Panetta : Je propose même que s'ils veulent continuer à avoir des subventions, il faut qu'ils nous prouvent qu'ils dépensent leur argent, et ces 2 500 euros, nous pouvons les reverser à d'autres associations. AVECC ne va pas mourir parce qu'elle n'aura pas 2 500 euros en 2016 alors que d'autres associations, elles, risquent de mourir. Je ne vais pas refaire le débat d'une certaine association mais c'est le cas et je pourrai en parler avec Monsieur Id Elouali s'il veut bien revoir sa position, mais ce sera plus tard.

M. le Maire : Vous laisserez la Majorité décider à qui nous allons abonder le reste.

M. Panetta : nous continuons à travailler avec AVECC, nous sursoyons la subvention 2016 et nous la voterons s'il y a un engagement écrit important, parce que le retard doit être comblé.

M. le Maire : Oui, cela deviendra une subvention 2017. Je mets donc cette proposition aux voix.

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité.

HABITAT

→ 10. Garantie d'emprunt accordée à Valophis habitat pour la réhabilitation de l'immeuble 14/16 Avenue Gambetta – 172 logements

M. le Maire : Nous poursuivons avec cette délibération concernant la garantie d'emprunt accordée à Valophis. La commission Urbanisme et travaux s'est réunie. Il n'y a pas eu de remarque sur cette garantie d'emprunt ? Je mets donc aux voix cette délibération.

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.

TARIFICATION

→ 11. Tarification des activités sportives à compter du 1^{er} janvier 2017

M. le Maire : Cette délibération concerne les activités sportives mais il semblerait qu'en commission il y a eu une belle présentation, et il serait important de mentionner l'ensemble des nouvelles activités et de consacrer un temps à leur présentation. Je donne donc la parole à Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Je ne vais pas commenter la tarification qui a été abordée lors de la commission des Sports mais simplement prendre un peu de hauteur pour vous donner un aperçu assez juste sur ce qui est en train de se passer au niveau de la piscine. Au cours de cette soirée, nous avons entendu un certain nombre d'interventions et de discussions autour de l'efficacité du service public. Nous arrivons aux travaux pratiques à travers cette notice, qui exprime l'aboutissement du travail du service des Sports et de la nouvelle direction de la piscine pour mettre le service public au cœur des activités aquatiques dans notre établissement.

Nous sommes partis du constat d'un manque d'activités encadrées en direction de notre population. Hormis l'apprentissage de la natation au profit des scolaires et des activités en direction du CCAS, la piscine n'offrait pas d'alternatives si ce n'est la possibilité pour les Choisyenne et les Choisyens de s'inscrire dans les animations proposées par les quatre clubs résidents, à savoir le SCNCR – natation, water-polo – la mise en forme, qui a changé de nom depuis sa sortie du SCCR, Tonus et bien-être et le dernier, club de plongée Funky Family. Ces activités totalisent quand même quelque 2 500 inscrits.

Or l'analyse faite par le service des Sports et la direction de la piscine révèle des besoins d'un autre ordre, qui ne correspondent pas forcément à l'offre associative qui reste globalement empreinte de logiques de gestion et de développement propres aux clubs. Les besoins identifiés ne peuvent se concevoir que dans l'esprit du service public, d'où l'orientation qui a abouti aux différentes propositions comprises dans trois axes : en direction des enfants, en direction des adultes et en direction des deux à la fois, dans un esprit intergénérationnel.

D'abord, des actions en direction des enfants de 6 à 12 ans, à savoir « j'apprends à nager », pour des enfants qui ne maîtrisent pas tout à fait la natation. Cette action a fait l'objet, et c'est souligné dans la notice, du soutien financier du Centre national pour le développement du sport, organisme national. Deux villes val-de-marnaises ont été retenues et reconnues pour leurs projets, dont Choisy-le-Roi.

Ensuite, parmi les activités, il y a les animations dites « aqua-anniversaires », qui permettent de donner la possibilité aux enfants de fêter des anniversaires à la piscine avec l'opportunité

de faire son baptême de plongée. Cette activité est partenariale dans la mesure où le club Funky Family – plongée, apnée et sensibilisation aux questions de l'environnement – est évidemment partie prenante de ce projet. Il est question aussi d'ouvrir la piscine aux 400 enfants de l'école municipale d'orientation sportive et de créer de fait une synergie entre les éducateurs sportifs du « terrestre » et ceux de la piscine.

Le projet d'accroître l'ouverture de la piscine sur son environnement dans le cadre d'un ciblage des besoins nous permet également de proposer aux adultes des activités adaptées à des attentes jusqu'alors non couvertes. Il s'agit en l'occurrence, et vous avez le descriptif dans la notice, des matinales du lundi et du jeudi. C'est un moment de détente dans un cadre propice. Il y a également l'autre activité proposée aux adultes, qui porte le nom « un temps pour elle et pour lui ». C'est un créneau en direction des parents avec ou sans activité professionnelle – chômage, temps partiel, choix de vie et autres. L'aménagement de la piscine, dans le cadre de cette activité, en ateliers sportifs et ludiques est prévu. Il y a également l'aqua-relax. C'est un autre créneau qui porte le souci d'aider à l'évacuation du stress et à la consolidation de l'apprentissage de la natation. Lors de ce créneau, il est question également de répondre d'une certaine manière à la pratique de la nage recommandée par le corps médical.

Les dernières actions qui seront proposées sont de l'ordre de l'intergénérationnel. Il s'agit, en l'occurrence, de vaincre sa peur de l'eau pour aider à dépasser les appréhensions qui bloquent l'apprentissage de la natation, et enfin, des créneaux à destination des familles.

Vous le voyez bien, à travers toutes ces activités encadrées nous cherchons à atteindre des publics différents, voire empêchés, au moyen d'une offre de service public qui a pour corollaire la qualité de l'encadrement, l'adaptation aux nouveaux rythmes de vie des gens, la sécurisation des activités, l'accompagnement ciblé et l'intégration de populations peut-être éloignée de la piscine pour des raisons ou des considérations sociales, financières, psychologiques ou autres. L'objectif de ces activités réside aussi dans la volonté de s'ouvrir aux acteurs associatifs non sportifs – associations de handicapés, de femmes, de quartier, d'insertion, etc. C'est un nouveau challenge que porte la piscine municipale, qui rompt avec la classique et désormais insuffisante répartition entre le municipal *a minima* et l'associatif *a maxima*.

M. le Maire : Merci pour ces explications sur les propositions à venir. Mais nous votons sur la tarification. Madame Baron.

Mme Baron : J'ai assisté à cette commission et j'ai été enchantée de voir ce directeur qui voulait vraiment innover. Ce n'est pas commun et j'espère que toutes ces activités variées vont bien marcher pour amortir les créneaux d'ouverture, d'ailleurs, de la piscine en plus. C'est un service encadré et en tant qu'association pour les personnes handicapées, nous irons à la piscine. Beaucoup d'encouragements, par conséquent.

M. le Maire : je sou mets aux voix la délibération concernant la tarification.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.

→ 12. Tarification des activités de l'espace Langevin à compter du 1^{er} janvier 2017

M. le Maire : Nous poursuivons avec la tarification des activités de l'espace Langevin. Il n'y a pas eu non plus de débat en commission ? Madame Riffaud.

Isabelle Riffaud : Il s'agit de la reconduction du dispositif de tarification de l'espace Langevin, qui est identique à celui de l'année dernière. Il utilise la grille des quotients familiaux qui sont appliqués pour toutes les prestations de la Ville assises sur les revenus

des familles et une augmentation de 2 % est appliquée, ce qui correspond à l'augmentation en général des prestations de la Ville pour 2016. Le rapport étant l'unique rapport à l'ordre du jour de la commission, je ne l'ai pas réunie uniquement pour valider cette augmentation de 2 % mais je rappelle, comme vous l'avez dit la dernière fois, Monsieur le Maire, que nous pouvons tout à fait réunir la commission s'il y a des propositions d'ordre du jour. Elle est là pour cela.

M. le Maire : Très bien. Merci de cette explication, parce que les commissions ne sont pas automatiquement liées à l'activité municipale, même si elle rythme ces commissions. Il est possible d'avoir des espaces spécifiques de débat sur des sujets divers. Je sou mets aux voix cette délibération.

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.

→ 13. Tarification des activités du service municipal de la jeunesse à compter du 1^{er} janvier 2017

M. le Maire : Les activités du service municipal de la jeunesse relèvent également de la commission Vie associative, je crois. Il n'y a pas eu de remarques ? Je mets aux voix cette délibération.

La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.

DEVELOPPEMENT DURABLE

→ 14. Agence de l'Énergie : Approbation de la convention de partenariat à passer avec le CAUE 94

M. le Maire : Nous poursuivons sur l'Agence de l'Énergie avec l'approbation de la convention de partenariat avec le CAUE 94. Cela a été vu à la commission Travaux et urbanisme. Y a-t-il eu des réactions ?

Mme Catoire : Il n'y a eu aucune remarque spécifique sur le thème du développement durable pendant la commission Travaux – Urbanisme – Cadre de vie.

M. le Maire : Je sou mets donc directement aux voix cette délibération.

La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.

TRAVAUX – URBANISME – CADRE DE VIE

→ 15. Approbation des modalités de concertation concernant le projet d'aménagement du quartier de Lugo

M. le Maire : Liée à la commission Travaux – Urbanisme, nous avons l'approbation des modalités de concertation concernant le projet d'aménagement du quartier de Lugo, qui a fait l'objet d'une présentation au Royal avec l'ensemble des partenaires.

Je sou mets aux voix cette délibération.

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je vous remercie grandement de cette approbation, puisque nous engageons un processus spécifique qui, je pense, est un déclencheur de changements importants dans le cadre notamment du management de l'EPA Orsa. Nous sommes sur un élément accélérateur important.

→ 16. ZAC des Hautes Bornes : approbation de l'avenant n°2 du contrat de concession entre la Ville de Choisy-le-Roi et SADEV 94, portant sur la participation de la Ville au coût des équipements publics

M. le Maire : Concernant la ZAC des Hautes Bornes, nous avons l'approbation de l'avenant n°2 du contrat de concession entre la Ville de Choisy-le-Roi et la SADEV, portant sur la participation de la Ville sur les équipements publics. Il n'y a pas de remarques spécifiques ? Je mets donc aux voix également cette délibération.

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés (10 abstentions).

→ 17. ZAC des Hautes bornes : approbation de la modification du programme des équipements publics

M. le Maire : Cette délibération est liée à la précédente. Le vote est le même ?

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés (10 abstentions).

→ 18. Approbation du compte-rendu d'activité de la ZAC des Hautes bornes pour l'année 2015

M. le Maire : Sur l'approbation du compte rendu d'activité de la ZAC, le vote est le même ?

La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés (10 abstentions).

→ 19. Approbation du compte-rendu d'activité de la ZAC du port pour l'année 2015

M. le Maire : Il en est de même sur le compte rendu d'activité de la ZAC du port ?

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés (10 abstentions).

RESSOURCES HUMAINES

→ 20. Modification du tableau des effectifs

M. le Maire : Sur ce sujet, Madame Arnaud.

Mme Arnaud : Il s'agit de modification du tableau des effectifs du personnel communal. Il y a là 43 propositions de suppressions de postes afin de permettre la création d'autant de postes par transformations. Ces propositions ont été présentées pour avis au Comité technique et, comme vous l'indique la notice, ces transformations correspondent à des nominations sur de nouveaux grades suite à des avancements de grades et promotions internes. Il n'y a pas conséquent rien de particulier.

M. le Maire : Merci. S'il n'y a pas de réaction, je sou mets la délibération aux voix.

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.

→ 21. Présentation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire

M. le Maire : Pour la présentation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire, Madame Arnaud.

Mme Arnaud : Rappel rapide : la loi du 12 mars et le décret du 22 novembre 2012 ont permis, dans le cadre d'un programme d'accès à l'emploi titulaire, à certains agents non titulaires de droit public de devenir fonctionnaires. La loi du 20 avril 2016 portant sur la déontologie ainsi que sur les droits et obligations des fonctionnaires a prolongé le dispositif d'accès à l'emploi titulaire de deux années, soit jusqu'au 13 mars 2018.

Conformément au dispositif prévu, il a été répertorié par l'autorité territoriale le nombre d'agents remplissant les conditions, l'ancienneté de ces contractuels acquise au sein de notre Ville, la nature et la catégorie hiérarchique des fonctions exercées par ces agents.

Il a ensuite été établi un programme pluriannuel déterminant le nombre de postes, les emplois ouverts à la sélection professionnelle, les grades associés ainsi que la répartition des recrutements de 2016 à 2018. Ces travaux ont été présentés le 10 octobre dernier au Comité technique, qui a adopté à l'unanimité le rapport sur la situation des agents contractuels de notre collectivité remplissant les conditions d'accès à l'emploi titulaire, comme défini par la loi déontologie ainsi que la présentation du rapport pluriannuel.

Vous disposez de l'ensemble du rapport et du programme pluriannuel en pièce jointe. Les agents répondant aux critères éligibles seront informés et pourront en toute connaissance de cause faire acte de candidature.

M. le Maire : Merci. Il n'y a pas de réaction sur ce sujet ? Je sou mets donc aux voix cette délibération.

La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité.

→ 22. Mise à disposition de personnel à l'Établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre

M. le Maire : Nous passons à la mise à disposition du personnel pour l'Établissement public Grand-Orly Seine Bièvre. Permettez-moi à ce sujet de faire un petit commentaire. Vous savez que la loi prévoit le transfert de certaines compétences, nous l'avons évoqué lors du Débat d'Orientations Budgétaires, notamment dans les domaines de la politique de la ville, de l'eau et de l'assainissement, de la gestion des déchets ménagers, du PLU et du plan climat-air-énergie.

Or nous avons demandé au Préfet une dérogation afin que ces compétences puissent être gérées par les villes en attendant la mise en place du Territoire et que les choses aient avancé. Nous avons donc eu une dérogation d'un an supplémentaire et la Ville gérait encore le personnel. Ces conventions de gestion ont été considérées comme non renouvelables par le Préfet, alors que l'on aurait pu imaginer les poursuivre, et deviennent donc caduques au 1^{er} janvier 2017. Nous devons par conséquent mettre en place par convention les conditions d'accompagnement du transfert des moyens existants et cela, dans les 24 communes concernées. Il s'agit ce soir de voter les conventions qui déterminent les modalités de mise à disposition au regard à la fois des conditions d'emploi, d'évaluation et de rémunération.

Je tiens toutefois à vous dire que lors du Comité technique, il a eu un vote spécifique qui était plus, non pas sur les conventions de mise à disposition, mais sur le personnel lui-même qui devait être transféré. Le Comité technique a voté à l'unanimité l'abstention. Nous ne sommes tous abstenus, avec les organisations syndicales, sur le fait que nous ne voulions

pas incriminer la collectivité locale, nous-mêmes, puisque nous n'étions pas responsables de la situation, mais que les choses se faisaient un peu n'importe comment et que la situation était extrêmement floue pour le personnel. C'est la raison de ce choix. Nous avons la sensation que le personnel était mis un peu au pied du mur, sans avoir des perspectives bien précises. Nous avons un manque de recul et de clarté pour les agents, et nous étions en incapacité de pouvoir transmettre des informations dont nous n'avions nous-mêmes pas connaissance.

Je vous donne cette information, même si ce n'est pas sur ce point que nous votons, pour vous dire que nous sommes dans une situation un peu particulière avec les représentants du personnel et tous les membres du Comité technique, quels qu'ils soient, les organisations syndicales comme les employeurs se sont abstenus sur ce sujet parce que cela leur paraissait délicat pour le personnel.

Ce soir, nous ne votons pas le transfert du personnel mais les conventions qui permettront ce transfert. Je ne vais donc pas m'abstenir ce soir mais voter pour les conventions qui fixent les modalités de transfert. Il me semblait néanmoins logique, en toute franchise, de vous expliquer les choses de cette façon. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, nous pouvons vous suivre sur le vote de la convention. Néanmoins, c'est quand même une belle usine à gaz. Ce qui me préoccupe aussi, c'est que j'espère que nous n'allons pas tomber non plus dans les quarts temps, les tiers temps. Ce sera lors de la mise en œuvre que nous verrons cela, mais c'est quand même l'écueil à éviter. Nous avons bien compris que le Territoire est là de toute façon, que c'est obligatoire et qu'il faut donc voter les conventions. Ensuite, néanmoins, sur la mise à disposition, j'espère que nous ferons des choses simples.

M. le Maire : Nous l'espérons, et d'autant plus pour les agents.

M. Panetta : Nous allons donc voter pour.

Si vous le permettez, j'ai dû m'absenter au mauvais moment et lorsque je suis revenu, vous aviez tout passé en revue. Pourtant, il y avait deux choses importantes qui étaient notre position sur le gymnase et sur le Lugo. Je voudrais donc en deux mots, après le vote, expliquer pourquoi nous sommes abstenus.

M. le Maire : Je vous rassure, vos collègues ont bien tenu compte de votre décision, ils se sont abstenus. Ils ont été rigoureux vis-à-vis de la ligne que vous aviez donnée au groupe, je vous le confirme.

M. Panetta : Pourtant ils sont libres. Si nous pouvons, quand même, dire...

M. le Maire : Oui, juste sur l'explication. Mais il n'y aura pas un débat ensuite, nous ne remettons pas en cause le vote qui a été fait.

Cela étant, pour le moment je sou mets au vote la convention qui explique la démarche de mise à disposition du personnel.

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je vous remercie, et donc, votre explication de vote, Monsieur Panetta.

M. Panetta : Elle porte essentiellement sur l'aménagement du Lugo. Nous voulions dire un mot à ce sujet, surtout suite à la réunion qui a eu lieu au Royal. Ce que je tenais à dire, c'est que vous savez que cet aménagement dépendra étroitement des prescriptions du SCoT du

Territoire et du SDRIF que nous devons respecter. Or pour l'instant nous n'avons pas de SCoT et lui-même doit être inspiré du SDRIF.

M. le Maire : Le SDRIF existe et le PLUi aussi.

M. Panetta : le PLUi, non, pas celui du Territoire, c'est celui de la CASA.

M. le Maire : Oui, mais il est intercommunal et il est opposable, par conséquent il a force de loi.

M. Panetta : Néanmoins le SCoT sera au-dessus et c'est un peu contradictoire, parce que les pouvoirs publics s'interrogent de plus en plus sur les conséquences des constructions, notamment sur la circulation et le bien-vivre ensemble. C'est pour cela qu'il me semblait – le SCoT va d'ailleurs en parler – que l'on mettait la charrue avant les bœufs. Il faut avancer, bien sûr, mais vu le nombre de logements qui sont amenés à être construits sur le territoire du Lugo, est-ce que cela ne sera pas en contradiction avec les prescriptions du SDRIF et du SCoT concernant le bien-être et la circulation ? Vous pensez bien que je vais m'engouffrer là-dedans puisque nous sommes contre toute nouvelle construction sur Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Pour le moment, tel que nous avons déterminé notre PLUi et notre démarche sur l'ensemble du Territoire, il vaut mieux anticiper parce que le risque, j'en ai bien peur Monsieur Panetta, est que ce soit plutôt l'inverse et que l'on nous demande d'aller au-delà de ce qu'aujourd'hui nous avons déterminé et anticipé. Madame Brahimi, vous vouliez dire quelque chose aussi, mais plus sur l'aspect transports.

Mme Brahimi : Également sur l'aspect du respect du SDRIF puisque, justement, le SDRIF prescrit la densification autour des grands axes de transports et le projet du Lugo s'articule avec l'arrivée prochaine du TZen 5 et du tramway sur notre ville. Par conséquent, on ne peut pas dire qu'en densifiant il y aura plus de voitures. Nous densifions parce qu'il va y avoir une offre de transports augmentée, ce qui va permettre de faciliter les déplacements sans utiliser la voiture individuelle. C'est vraiment un projet qui s'inscrit bien dans notre projet de ville durable et qui a une dimension environnementale très forte.

M. le Maire : Je confirme sur l'aspect « ville durable », parce que ce sont les trois piliers aussi, avec une forte vocation économique. C'est un acte fort que nous avons développé avec même la visite du Vice-président de la Métropole du Grand Paris et que nous portons avec l'EPA-Orsa. Il y a cette volonté, pour nous, de garder une identification assez forte, notamment dans cette partie d'entrée de ville, avec l'autoroute qui est aussi à proximité et qui est sur une zone importante pour nous dans le cadre du développement du territoire.

M. Panetta : S'agissant du gymnase, pour terminer, nous savions en effet dès le départ qu'il y aurait un gymnase et il est le bienvenu. Cependant, nous nous demandons, compte tenu de la somme conséquente et de l'état des autres gymnases, s'il était opportun de le faire maintenant. Je m'explique : nous pourrions peut-être profiter du Territoire, et d'autres villes aiguisent leurs crayons pour lui faire supporter des reprises ou des constructions. En ce qui concerne la culture ou le sport, un gymnase, par exemple, ou un théâtre, est-ce qu'il sera d'intérêt territorial ? N'avons-nous pas intérêt à revoir ce projet pour qu'il le devienne et puisse être financé par le Territoire ? C'est dans ce sens que nous nous sommes abstenus, pour examiner cette question.

M. le Maire : Il faut être vigilant parce que la même question se pose pour la piscine, mais le problème n'est pas si simple que cela. En effet, si la piscine ou le centre aquatique est considéré comme d'intérêt territorial, ce n'est pas pour autant qu'il ne va rien nous coûter. Ce qui est transféré, c'est le bâtiment, mais tous les investissements qu'il y aura à faire pour les aménagements futurs restent à la charge de la commune. Monsieur Richard va vous

l'expliquer, parce que nous aurions en effet la tentation de nous dire que comme c'est transféré, nous faisons un paquet cadeau et nous ne nous en occupons plus, mais ce n'est pas tout à fait cela.

M. Richard : En deux mots, il faut d'abord bien prendre en compte le fait que dans les conditions actuelles, le Territoire ne dispose pas de marge de manœuvres financières. Outre la dynamique des bases fiscales, qui est ce qu'elle est, en ce moment, on parle de la CFE uniquement jusqu'en 2020. N'ayant pas de marge de manœuvre, contrairement aux intercommunalités créées au début des années 2000, il est bien évident que les seules qui financeront les transferts, ce seront les communes. Le principe réaffirmé dans la loi est que les communes financent, à travers le FCCT au moment du transfert, les charges de fonctionnement de ces équipements. Elles doivent aussi financer, et tout cela est encadré par la loi, les investissements à venir, que le Territoire n'aura pas la possibilité de prendre en charge. Par conséquent, on peut penser avec un risque de certitude élevée que le transfert de la piscine au Territoire coûterait plus cher au budget communal que ce qu'elle coûte aujourd'hui. Je prends cet exemple, mais dans le cas d'un équipement neuf ce serait un peu différent. Toujours est-il que je ne vois pas, comment le Territoire aurait la capacité d'investir dans un gymnase sur les Hautes-Bornes, pour rester sur cet exemple.

M. Panetta : Pour ma compréhension – c'est vrai que ce sont des questions très difficiles – projetons-nous à trois ans, par exemple. Le Territoire est maintenu, il a son budget propre, il décide – nous déciderons, à ce moment-là – la construction d'un gymnase, d'une piscine ou d'un théâtre. Puisque c'est le Territoire que le décide, c'est bien ce dernier qui le financera, la commune ne paiera rien ?

M. Richard : Une fois la compétence transférée et éventuellement les équipements, oui, je vous le confirme, sauf que prendre la décision de construire un équipement va en général avec la décision concernant les modalités de financement, sinon c'est une décision un peu virtuelle, et je ne vois vraiment pas, à l'échéance en tout cas de 2020 et plus encore en 2021, à réglementation inchangée, comment le Territoire trouverait les moyens de ce financement.

M. le Maire : C'était donc une explication de vote, puisque nous sommes revenus sur les délibérations concernant à la fois les Hautes Bornes et la ZAC du port. Merci pour ces explications.

→ 23. Approbation de la convention à intervenir avec le Centre Interdépartemental de gestion de la Petite couronne relative aux missions d'inspection et de conseil en prévention des risques professionnels délivrée par le service Ergonomie et Ingénierie de la prévention des risques professionnels du CIG

M. le Maire : Nous reprenons l'ordre du jour avec la délibération n°23 sur l'approbation de la convention à intervenir avec le Centre Interdépartemental de gestion de la Petite couronne. Un commentaire rapide sur ce point, Madame Arnaud.

Mme Arnaud : Le Conseil d'administration du CIG a créé une mission d'inspection particulière concernant la prévention des risques professionnels au sein de son service Ergonomie et ingénierie de la prévention des risques professionnels. Cette action spécifique est proposée aux collectivités afin qu'elles puissent appréhender et répondre à leurs obligations concernant ces risques.

Afin de pouvoir bénéficier d'un ACFI, la commune doit passer une convention d'adhésion avec le centre de gestion. Cette convention permet de bénéficier d'une action de conseil dans le domaine de la prévention des risques professionnels et de l'amélioration des

conditions de travail par la mise à disposition d'un intervenant en prévention des risques professionnels.

Cette convention est donc passée avec le centre de gestion à Choisy-le-Roi depuis l'année 2003. Celle en cours arrivant à son terme le 31 décembre 2016, il vous est demandé de la renouveler pour les quatre années à venir et d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention afin d'assurer la continuité des missions comme défini dans la notice explicative.

M. le Maire : Merci Madame Arnaud. Il s'agit de quelque chose que nous voyons de façon habituelle en Conseil Municipal. Je suppose qu'il n'y a pas de remarques ? Je sou mets cette délibération au vote.

La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Nous en venons aux questions d'administration générale. Vous savez que chaque année nous avons un certain nombre de rapports des syndicats intercommunaux ou interdépartementaux dans lesquels nous siégeons.

ADMINISTRATION GENERALE

→ 24. Rapport annuel 2015 du Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de télécommunication (SIPPEREC)

M. le Maire : L'un des plus gros syndicats, après le SIAAP, est le SIPPEREC, qui est géré par Jacques JP. Martin, qui est son président. C'est Ali Id Elouali, qui nous représente au sein de ce syndicat, qui nous fait part de ce rapport annuel.

M. Id Elouali : Très rapidement, Monsieur le Maire, chers collègues, il s'agit d'un porté à connaissance de ce rapport que, j'imagine, vous avez tous lu avec une très grande attention. J'aimerais donc seulement rappeler que ce rapport comporte trois faits particulièrement marquants.

D'abord, un nouvel accord entre EDF et le SIPPEREC, qui prolonge leur convention jusqu'en 2019. Ce qui est à retenir, c'est que ce contrat va dégager un fonds qui sera dédié au financement d'opérations innovantes parmi lesquelles la rénovation thermique des bâtiments, l'installation de bornes de charge et l'achat de véhicules électriques.

Un autre fait marquant est l'apport très significatif du syndicat aux énergies renouvelables, notamment à la chaleur renouvelable avec, plus précisément, la géothermie, une énergie qui nous concerne particulièrement à l'échelle locale mais aussi régionale puisque désormais plus de 40 000 foyers bénéficient de cette énergie renouvelable à l'échelle de la région.

M. le Maire : Merci pour cette intervention très synthétique. Il s'agit donc d'un dont acte. Nous allons poursuivre avec le syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en île de France. C'est Monsieur Athéa qui va l'évoquer.

→ 25. Rapport annuel 2015 du Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile de France (SIGEIF)

M. Athéa : Je ne vais pas non plus relire le rapport mais simplement rappeler que notre Ville adhère au SIGEIF pour la compétence gaz. Deux points sont à signaler concernant l'activité du SIGEIF. C'est d'abord une participation très active à tout ce qui est transition énergétique de France puisque ce syndicat a pris l'initiative de la création de ce que l'on appelle

aujourd'hui le Pôle énergie d'Île-de-France, qui rassemble tous les grands syndicats qui interviennent dans ce domaine, le SIGEIF, bien sûr, le SIPPEREC, le SYCTOM, le SIAAP, le SEDIF, pour coordonner leurs actions et réaliser une gestion raisonnée des ressources, de l'eau, de l'air et des carburants.

Le deuxième point à signaler est que le SIGEIF mène une action également importante en ce qui concerne l'utilisation du gaz naturel véhicule, qui doit à terme remplacer le diesel notamment pour les véhicules de type camion, autobus, engin de chantier. Cela se fait en accord avec la Caisse des dépôts et le SIGEIF a pris l'initiative de créer une première station de compression du gaz qui a été inaugurée récemment dans le port de Bonneuil. Une deuxième est prévue à Vanves et au total, je pense que pour l'Île-de-France c'est une dizaine de stations de compression qui seront réalisées dans les années qui viennent. Elles permettront d'améliorer le fonctionnement des moteurs et donc d'éviter au maximum l'utilisation du diesel.

M. le Maire : Merci, c'est également un don acte. Je donne à nouveau la parole à Monsieur Athéa pour le rapport annuel du Syndicat de chauffage urbain.

→ 26. Rapport annuel 2015 du Syndicat de Chauffage urbain Choisy-Vitry (SICUCV)

M. Athéa : S'agissant de ce syndicat de chauffage urbain Choisy-Vitry, je rappelle simplement une grande réalisation récente qui est l'interconnexion entre deux réseaux, celui du SICUCV et celui qui alimente le marché de Rungis. Cette réalisation a été opérée en 2014. Elle a commencé à fonctionner à mi-2015 et est réellement opérationnelle depuis l'année 2016.

Elle permet, en utilisant la chaleur produite par l'usine d'incinération du SIVD, d'améliorer le mix énergétique qui est utilisé dans le chauffage, qui était inférieur à 50 % et qui est maintenant bien supérieur puisqu'en 2016 on arrive à 56 % d'énergies renouvelables. En 2017 et les années suivantes, avec quelques modifications du réseau, nous devrions arriver à dépasser les 60 %. Cela permet aux usagers de bénéficier d'un taux réduit de TVA, à 5,5 % qui entraîne une diminution de leur facture de l'ordre de 10 %, ce qui est un résultat tout à fait appréciable.

M. le Maire : Merci, Monsieur Athéa. Nous nous donnons rendez-vous quasiment l'an prochain à la même date pour le rapport 2016.

→ 27. Compte-rendu des décisions L.2122.22 du Code général des collectivités locales

M. le Maire : Y a-t-il des réactions sur les comptes-rendus des décisions ? Ce n'est pas gentil de dire que, Monsieur Briennon étant absent, il n'y en a pas.

Je vous souhaite à tous de bonnes fêtes de fin d'année, dans la paix. Nous souhaitons tous cette trêve des confiseurs.

Nous avons deux rendez-vous, le 11 janvier, pour le débat sur le budget et le 28 janvier à 11h, puisque nous inaugurerons la crèche Tony Lainé.

La séance est levée à 23h25.